



***Tribunal cantonal
de la République et Canton du Jura***

Rapport 2005

République et Canton du Jura

RAPPORT DU TRIBUNAL CANTONAL

A L'INTENTION DU PARLEMENT POUR L'ANNEE 2005

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément à l'article 42 de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura, le Tribunal cantonal vous soumet son rapport sur l'administration de la Justice dans le canton durant l'année 2005.

Pour les autorités judiciaires de première instance, il est renvoyé aux rapports respectifs de ces autorités, qui figurent dans le présent document.

I. Magistrats et personnel judiciaire

Mme Laurence Brenlla a été engagée en qualité de greffière avec un taux d'occupation de 20 %, suite au départ de M. Pierre-Olivier Etique qui occupait ce poste.

Huit avocats-stagiaires ont effectué un stage au Tribunal cantonal au cours de l'année 2005.

Après un an de stage accompli au greffe du Tribunal cantonal, Mme Maude Allemann a obtenu sa maturité professionnelle commerciale. Mme Aurélie Messerli lui a succédé en qualité de stagiaire maturité.

Mme Prisca Rolli a obtenu son CFC d'employée de commerce, alors que Mme Sophie Terreaux a débuté son apprentissage.

II. Activités extrajudiciaires du Tribunal cantonal

1. Mesures de sécurité

Le Tribunal cantonal a suivi la mise en place des mesures de sécurité au Château de Porrentruy. L'opération a été achevée le 20 mai 2005. Depuis cette date, l'accès aux locaux du Château n'est possible qu'au moyen d'une clef électronique dont disposent les personnes qui travaillent en ces lieux, ainsi que les avocats et la police. Les autres personnes, en particulier les justiciables, doivent se présenter à une borne sur laquelle figure une sonnette qui avertit la chancellerie des tribunaux concernés de leur présence. L'ouverture des portes est alors actionnée par un ou une secrétaire du tribunal.

Les mesures de sécurité mises en place au Château donnent, dans l'ensemble, satisfaction aux utilisateurs. Elles nécessitent néanmoins certaines adaptations.

2. Autres activités

- 2.1 Le Tribunal cantonal a organisé, comme chaque année, deux sessions de cours à l'attention des avocats et notaires stagiaires du canton. Ces cours ont été suivis par une vingtaine de stagiaires.
- 2.2 Dans le cadre des travaux législatifs menés par le canton et la Confédération, il a été invité à prendre position sur l'adaptation du Code de procédure pénale à la nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral au sujet des compétences des juges d'instruction en matière de mise en détention provisoire de personnes inculpées, de fixation des honoraires d'avocat et d'adaptation de la loi fédérale sur la libre circulation des avocats au processus de Bologne. Le groupe de travail, composé notamment de membres des autorités judiciaires, chargé de proposer une adaptation de la législation cantonale suite à la modification de la partie générale du Code pénal a rendu son rapport au Gouvernement durant l'exercice écoulé.

III. Perspectives

La loi sur le Tribunal fédéral, adoptée par l'Assemblée fédérale le 17 juin 2005, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Cette nouvelle loi aura des incidences au plan cantonal, car elle implique des modifications de notre organisation judiciaire et nécessite certaines adaptations de nos codes de procédure. Ceci pourrait également

avoir des conséquences financières sur le compte de fonctionnement des autorités judiciaires jurassiennes.

Pour les affaires civiles, l'article 75 LTF prescrit une double instance judiciaire dans les cantons, sauf rares exceptions. De la sorte, les affaires qui sont, aujourd'hui, de la compétence directe de la Cour civile devront, en principe, être portées préalablement devant le juge civil de première instance, la Cour civile n'intervenant plus que sur recours. Au pénal, le principe de la double instance ne connaît pas d'exception (art. 80 LTF), ce qui impliquera la suppression de la Cour criminelle du Tribunal cantonal dont les compétences actuelles seront transférées à la justice pénale du Tribunal de première instance. A teneur de l'article 130 al. 1 LTF, les cantons disposent d'un délai de cinq ans, dès le 1^{er} janvier 2007, pour adapter leur organisation judiciaire et leurs procédures en matière civile et pénale. Les modifications nécessaires de la loi d'organisation judiciaire, du Code de procédure civile et du Code de procédure pénale devront donc être entreprises dans ce délai.

S'agissant de la juridiction administrative jurassienne, la nouvelle loi sur le Tribunal fédéral n'implique en principe pas de changement sous l'angle de l'organisation judiciaire. En revanche, des éléments de la procédure administrative cantonale pourraient subir des modifications. En ce cas, le délai imparti par l'article 130 al. 2 LTF est de deux ans.

Il y a lieu de noter que l'article 130 al. 3 LTF permet aux cantons d'édicter, à titre provisoire et jusqu'à l'adoption de leurs législations d'exécution, des dispositions d'exécution sous la forme d'actes législatifs non sujets au référendum. En d'autres termes, le Gouvernement jurassien est habilité à adapter les dispositions actuelles de procédure et d'organisation judiciaire par voie d'ordonnance.

Enfin, la qualité pour agir des requérants individuels devant la Cour constitutionnelle devra être revue au regard de la définition de la qualité pour recourir au Tribunal fédéral en matière de droit public (art. 89 al. 1 LTF). La révision du Code de procédure administrative sur ce point (art. 178 litt. e Cpa) est dictée par l'article 111 al. 1 LTF qui instaure une unité de la procédure. Pour cette révision, le canton du Jura ne dispose d'aucun délai d'adaptation. Elle doit prendre effet au 1^{er} janvier 2007, date d'entrée en vigueur de la LTF.

Avril 2006

**Le président du Tribunal
cantonal pour 2005**

Daniel Logos

1. Nombre d'affaires introduites

| | Cour civile | Cour pénale | Ch. administrative | Ch. des assurances | Cour constitutionnelle | Cour des poursuites | Ch. d'accusation | Cour criminelle | Cour de cassation | Ch. de * | Total |
|---------|-------------|-------------|--------------------|--------------------|------------------------|---------------------|------------------|-----------------|-------------------|----------|-------|
| en 2001 | 123 | 41 | 129 | 261 | 2 | 29 | 51 | 1 | 2 | -- | 639 |
| en 2002 | 153 | 46 | 114 | 214 | 6 | 29 | 23 | 2 | 1 | -- | 588 |
| en 2003 | 118 | 51 | 134 | 138 | 2 | 51 | 51 | 1 | 2 | -- | 548 |
| en 2004 | 121 | 32 | 135 | 139 | 2 | 39 | 57 | 1 | 1 | -- | 527 |
| en 2005 | 98 | 46 | 122 | 170 | 6 | 25 | 54 | -- | 2 | -- | 523 |

2. Nombre d'affaires liquidées

| | Cour civile | Cour pénale | Ch. administrative | Ch. des assurances | Cour constitutionnelle | Cour des poursuites | Ch. d'accusation | Cour criminelle | Cour de cassation | Ch. de * | Total |
|---------|-------------|-------------|--------------------|--------------------|------------------------|---------------------|------------------|-----------------|-------------------|----------|-------|
| en 2001 | 119 | 35 | 127 | 253 | 2 | 29 | 42 | 1 | 1 | -- | 609 |
| en 2002 | 140 | 51 | 128 | 214 | 5 | 27 | 30 | 2 | -- | -- | 597 |
| en 2003 | 117 | 47 | 126 | 168 | 3 | 55 | 47 | -- | 2 | -- | 565 |
| en 2004 | 118 | 44 | 136 | 167 | 3 | 35 | 51 | -- | 1 | -- | 555 |
| en 2005 | 97 | 37 | 130 | 161 | 4 | 29 | 58 | 1 | 1 | -- | 518 |

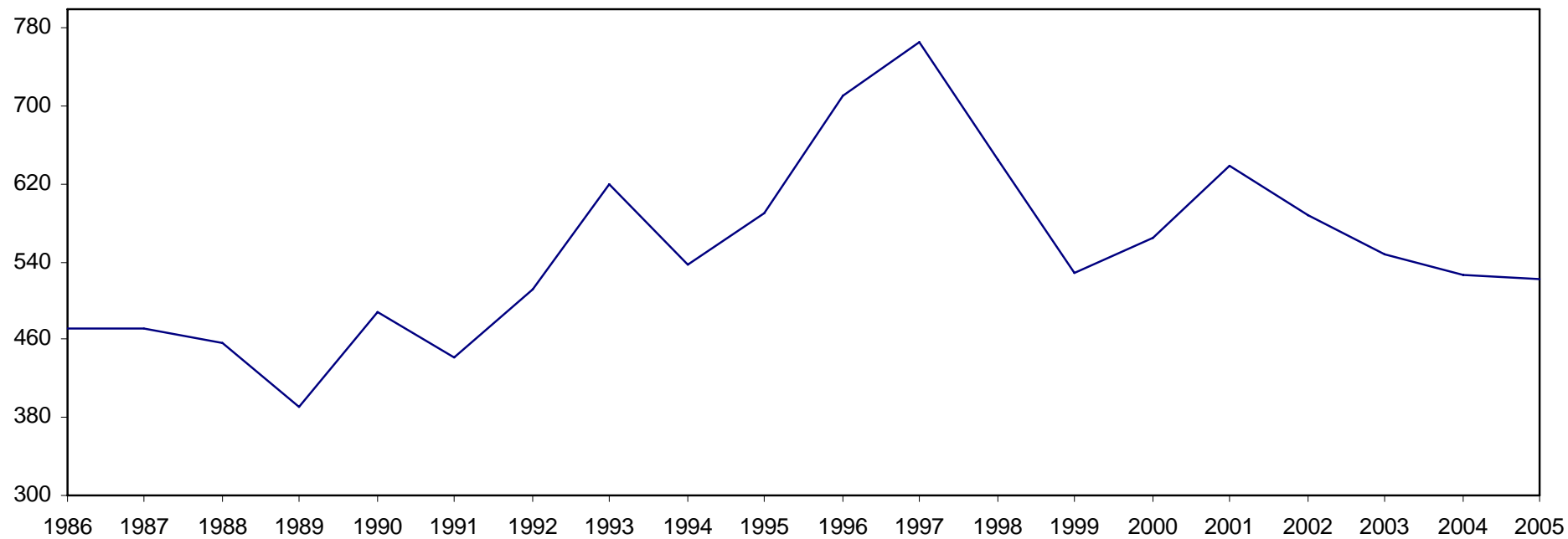
* Compétences transférées à la Chambre administrative dès 2001.

3. Nombre d'affaires pendantes à la fin de l'année

| | Cour civile | Cour pénale | Ch. administrative | Ch. des assurances | Cour constitutionnelle | Cour des poursuites | Ch. d'accusation | Cour criminelle | Cour de cassation | Ch. de * | Total |
|---------|-------------|-------------|--------------------|--------------------|------------------------|---------------------|------------------|-----------------|-------------------|----------|-------|
| en 2001 | 30 | 16 | 56 | 170 | 1 | 2 | 12 | -- | 1 | -- | 288 |
| en 2002 | 43 | 11 | 42 | 170 | 2 | 2 | 5 | -- | 1 | -- | 276 |
| en 2003 | 47 | 15 | 50 | 139 | 1 | 1 | 9 | 1 | 1 | -- | 264 |
| en 2004 | 50 | 3 | 49 | 111 | 0 | 5 | 15 | 2 | 1 | -- | 236 |
| en 2005 | 51 | 12 | 41 | 120 | 2 | 1 | 11 | 1 | 2 | -- | 241 |

* Compétences transférées à la Chambre administrative dès 2001.

Evolution des affaires introduites au Tribunal cantonal de 1986 à 2005



A. Cour constitutionnelle

Durant l'exercice écoulé, 6 affaires ont été portées devant la Cour constitutionnelle. Cette dernière a tout d'abord été saisie d'une requête en contrôle de validité de l'ordonnance et du règlement sur les établissements de détention. Par arrêt du 3 juin 2005, cette requête a été admise sur un point, à savoir l'article 45 de l'ordonnance, qui a été annulé. Le Gouvernement a été invité à édicter une nouvelle disposition conforme aux exigences découlant du droit supérieur concernant le droit des détenus à la promenade. La requête a été rejetée pour le surplus. Dans un arrêt du 7 décembre 2005, la Cour constitutionnelle a rejeté deux requêtes, l'une émanant de la Chambre jurassienne d'agriculture, et l'autre d'un agriculteur, se rapportant à une nouvelle disposition de l'ordonnance sur la protection de la nature adoptée par le Gouvernement par laquelle le girobroyage était interdit à l'intérieur de certains périmètres. A la fin de l'année, deux affaires en contrôle de conformité étaient encore en suspens, l'une concernant les articles 45 (nouveaux) de l'ordonnance et du règlement sur les établissements de détention (requête rejetée par arrêt du 30 janvier 2006) et l'autre portant sur un article d'une directive édictée par le comité stratégique de la HEP-BEJUNE.

Par ailleurs, la Cour constitutionnelle a rejeté, le 8 juillet 2005, un recours en matière de droits politiques dirigé contre l'arrêté du Parlement du 20 avril 2005 constatant l'invalidité matérielle de l'initiative populaire « contre l'aérodrome de Bressaucourt ». Un recours de droit public formé contre cet arrêt a été rejeté par le Tribunal fédéral le 23 décembre 2005.

**Le président de la
Cour constitutionnelle**

Pierre Broglin

B. Cour civile

Au cours de l'exercice 2005, les affaires introduites devant la Cour civile ont diminué de quelque 20 %. Cette baisse a été constatée dans tous les secteurs de compétence de la Cour civile, à l'exception des affaires de justice (assistance judiciaire, mesures provisoires, preuves à futur, etc.) qui sont en augmentation.

Seules 3 conciliations à l'audience ont abouti, au lieu de 9 lors de l'exercice 2004. Néanmoins, il y a lieu de constater que 34 tentatives de conciliation ont été liquidées d'une autre manière, soit par un retrait ensuite d'arrangement hors procédure. De la sorte, le système des conciliations pour les affaires de nature pécuniaire ayant une valeur litigieuse supérieure à Fr 20'000.– se justifie pleinement, ce d'autant plus que les parties recourent pour une bonne partie des cas à la tentative de conciliation pour décider d'introduire ou non la procédure au fond devant la Cour civile. Dans de nombreuses affaires, on constate que, finalement, après l'audience de conciliation, les demandeurs renoncent à introduire l'affaire au fond.

**Le président de la
Cour civile**

Gérard Piquerez

Cour civile

| | <i>Affaires pendantes au 01.01.2005</i> | <i>Affaires introduites en 2005</i> | <i>Total</i> | <i>Liquidées par jugement</i> | <i>Liquidées d'une autre manière</i> | <i>Total</i> | <i>Reportées en 2006</i> | <i>Recours au TF</i> |
|--------------------------------------|---|---|------------------|--------------------------------------|--|-----------------|------------------------------|--------------------------|
| <i>Instructions</i> | 19 (20) | 14 (20) | 33 (40) | 3 (5) | 7 (16) | 10 (21) | 23 (19) | 2 (1) |
| <i>Appels</i> | 4 (6) | 27 (35) | 31 (41) | 22 (28) | 4 (9) | 26 (37) | 5 (4) | 3 (1) |
| <i>Pourvois en nullité</i> | 4 (--) | 7 (11) | 11 (11) | 8 (4) | 2 (3) | 10 (7) | 1 (4) | 0 (1) |
| <i>Affaires de justice et divers</i> | 2 (2) | 14 (7) | 16 (9) | 9 (5) | 5 (2) | 14 (7) | 2 (2) | 1 (--) |
| <i>Conciliations</i> | 21 (19) | 36 (48) | 57 (67) | conciliations abouties : 3 (9) | 34 (37) | 37 (46) | 20 (21) | 0 (--) |
| Total | 50 (47) | 98 (121) | 148 (168) | 45 (51) | 52 (67) | 97 (118) | 51 (50) | 6 (3) |

Entre parenthèses, les chiffres correspondants pour 2004.

Sur les 6 recours au TF, 2 ont été rejetés, 2 déclarés irrecevables, 1 a été retiré et 1 est encore en cours.

C. Chambre administrative

Le nombre des affaires introduites lors de l'exercice écoulé (122) a été quelque peu inférieur à la moyenne des cinq dernières années (126). Le nombre des affaires est resté élevé dans le domaine des tutelles, comprenant en particulier les décisions de privation de liberté à des fins d'assistance, où on a dénombré 49 nouvelles affaires (2004 : 50).

Il a pu être liquidé 130 affaires, de sorte que 41 affaires ont été reportées en 2006. La situation est saine, puisque ce nombre est le plus faible des cinq dernières années.

**Le président de la
Chambre administrative**

Pierre Broglin

Chambre administrative

| | <i>Affaires pendantes au 01.01.2005</i> | <i>Affaires introduites en 2005</i> | <i>Total</i> | <i>Liquidées</i> | | | <i>Total des affaires liquidées</i> | <i>Affaires reportées en 2006</i> |
|----------------------------------|---|-------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| | | | | <i>admises</i> | <i>rejetées</i> | <i>autres</i> | | |
| <i>Actions</i> | 4 (2) | 10 (7) | 14 (9) | -- (1) | 1 (--) | 7 (4) | 8 (5) | 6 (4) |
| <i>Administratif général</i> | 7 (4) | 13 (15) | 20 (19) | 4 (5) | 6 (4) | 6 (3) | 16 (12) | 4 (7) |
| <i>Aménagement du territoire</i> | 6 (10) | 5 (12) | 11 (22) | 2 (1) | 1 (8) | 1 (7) | 4 (16) | 7 (6) |
| <i>Divers</i> | -- (4) | 18 (10) | 18 (14) | 6 (7) | 5 (4) | 5 (3) | 16 (14) | 2 (--) |
| <i>Droit foncier rural</i> | -- (1) | -- (1) | -- (2) | -- (--) | -- (1) | -- (1) | -- (2) | -- (--) |
| <i>Etrangers</i> | -- (1) | 3 (1) | 3 (2) | -- (1) | 1 (1) | -- (--) | 1 (2) | 2 (--) |
| <i>Fiscal</i> | 7 (14) | 7 (5) | 14 (19) | 2 (3) | 6 (5) | 2 (4) | 10 (12) | 4 (7) |
| <i>Fonction publique</i> | 5 (3) | 4 (8) | 9 (11) | 4 (2) | -- (1) | -- (3) | 4 (6) | 5 (5) |
| <i>Frais et dépens</i> | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) |
| <i>Juge administratif</i> | 6 (6) | 7 (7) | 13 (13) | 2 (5) | 5 (1) | 2 (1) | 9 (7) | 4 (6) |
| <i>Marchés publics</i> | 10 (3) | 6 (19) | 16 (22) | 4 (4) | 6 (2) | 3 (6) | 13 (12) | 3 (10) |
| <i>Tutelles</i> | 4 (2) | 49 (50) | 53 (52) | 5 (5) | 9 (8) | 35 (35) | 49 (48) | 4 (4) |
| Total | 49 (50) | 122 (135) | 171 (185) | 29 (34) | 40 (35) | 61 (67) | 130 (136) | 41 (49) |

Sur les 5 recours déposés au TF, 2 ont été déclarés irrecevables, 1 a été rejeté et 2 sont encore en cours.
Entre parenthèses, les chiffres correspondants pour 2004.

D. Chambre des assurances

En 2005, la Chambre des assurances a enregistré 170 nouvelles affaires, soit 31 de plus qu'en 2004 (+ 22 %). Cette augmentation montre que la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), qui a introduit de façon généralisée la voie de l'opposition (sauf pour les affaires relevant de la prévoyance professionnelle), a eu pour effet de différer d'environ un an le dépôt de recours dans toutes les procédures concernées et, qu'actuellement, le nombre des affaires augmente à nouveau particulièrement dans les procédures relatives à l'assurance-invalidité (LAI). Dans ce domaine, le nombre d'affaires a plus que doublé passant de 42 à 85. Pour les autres branches, il y a une stabilité dans l'entrée des nouveaux dossiers.

Au 31 décembre 2005, 120 affaires étaient pendantes (+ 9). Le nombre d'affaires reportées en fin d'année a augmenté. Il s'agit d'une inversion de la tendance qui était à la baisse depuis 2001.

Le travail de la Chambre des assurances, dans le domaine de l'assurance-invalidité, devrait encore être accru lorsque la modification de la LAI (mesures de simplification de la procédure) entrera en vigueur. En effet, la suppression de la procédure d'opposition ne devrait pas réduire le nombre des procédures et l'introduction d'une procédure de recours payante risque de faire augmenter les demandes d'assistance judiciaire gratuite, ce qui aura pour effet d'allonger les procédures et d'augmenter la charge de travail.

**Le président de la
Chambre des assurances**

Pierre Boinay

Affaires portées au Tribunal fédéral des assurances

| <i>Année</i> | <i>Affaires portées au TFA</i> | <i>En cours</i> | <i>Recours rejeté</i> | <i>Recours admis</i> | <i>Recours admis partiellement</i> |
|--------------|--------------------------------|-----------------|-----------------------|----------------------|------------------------------------|
| 2003 | 16 | -- | 13 | 1 | 2 |
| 2004 | 11 | -- | 8 | 3 | -- |
| 2005 | 20 | 18 | 1 | 1 | -- |

Chambre des assurances

| | <i>Affaires pendantes au 01.01.05</i> | <i>Affaires introduites en 2005</i> | <i>Total</i> | <i>Demandes adjudgées, totalement ou partiellement</i> | <i>Demandes rejetées</i> | <i>Retraits sans objet, transactions, etc.</i> | <i>Total des affaires liquidées</i> | <i>Affaires non encore liquidées à fin 2005</i> |
|--------------------------|---|---|------------------|--|------------------------------|--|---|---|
| <i>AVS</i> | 24 (20) | 10 (10) | 34 (30) | 1 (2) | 5 (3) | 5 (1) | 11 (6) | 23 (24) |
| <i>AI</i> | 27 (22) | 85 (42) | 112 (64) | 35 (9) | 30 (20) | 12 (8) | 77 (37) | 35 (27) |
| <i>AFA</i> | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) |
| <i>APG</i> | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) |
| <i>AF</i> | 6 (62) | 13 (6) | 19 (68) | 4 (1) | 4 (--) | 3 (61) | 11 (62) | 8 (6) |
| <i>AMAL</i> | 11 (3) | 6 (16) | 17 (19) | 4 (2) | 4 (2) | -- (4) | 8 (8) | 9 (11) |
| <i>PC à l'AVS/AI</i> | 1 (4) | 9 (8) | 10 (12) | -- (2) | -- (7) | 3 (2) | 3 (11) | 7 (1) |
| <i>LAA</i> | 25 (13) | 23 (29) | 48 (42) | 9 (5) | 12 (10) | 3 (2) | 24 (17) | 24 (25) |
| <i>AM</i> | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) | -- (--) |
| <i>Acb</i> | 13 (11) | 16 (16) | 29 (27) | 4 (3) | 7 (7) | 6 (4) | 17 (14) | 12 (13) |
| <i>LPP</i> | 4 (4) | 8 (12) | 12 (16) | 2 (10) | 1 (2) | 7 (--) | 10 (12) | 2 (4) |
| Total | 111 (139) | 170 (139) | 281 (278) | 59 (34) | 63 (51) | 39 (82) | 161 (167) | 120 (111) |

Entre parenthèses, les chiffres correspondants pour 2004.

E. Tribunaux arbitraux en matière d'assurances

1. Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie

Une affaire a été enregistrée au cours de l'exercice écoulé. Elle a fait l'objet d'un recours au TFA qui est toujours pendant.

2. Tribunal arbitral en matière d'assurance-accidents

Aucune affaire n'a été enregistrée au cours de l'exercice écoulé.

**Le président
des Tribunaux arbitraux
en matière d'assurances**

Gérard Piquerez

F. Cour des poursuites et faillites

Le juge civil du Tribunal de première instance, en sa qualité d'autorité de surveillance de première instance, a inspecté les trois offices des poursuites et des faillites du canton. Il a constaté qu'ils sont bien gérés et que les dossiers sont traités avec compétence et diligence. Le retard qui avait été constaté en cours d'année à l'office de Delémont, en raison de congés justifiés de titulaires, a été en grande partie résorbé.

En 2005, le juge civil a ouvert 89 procédures de faillite. Une seule a été liquidée en la forme ordinaire. Dans le rapport 2004, il avait été signalé que le nombre des successions répudiées est important. Cette tendance s'est encore renforcée durant l'exercice 2005. Il convient de relever également l'attitude de certains débiteurs, souvent jeunes, consistant à acquérir « tout tout de suite ». Le financement se fait souvent par la voie de l'emprunt, ce qui est de nature à poser des problèmes en cas de modification de la situation des intéressés, notamment en cas de diminution des revenus, et à entraîner d'autres poursuites, en particulier pour le paiement des impôts et des cotisations à l'assurance-maladie.

Dans son rapport, le juge civil revient sur la surveillance des offices des poursuites et des faillites. En effet, aux termes de l'article 14 LiLP (RSJU 281.1), cette surveillance incombe au juge civil, à l'autorité cantonale de surveillance et au service de l'inspection. Quant au contrôle des finances, il exerce un contrôle sur la gestion financière des offices. La répartition des tâches entre les autorités de surveillance de première et de seconde instance d'une part et le service de l'inspection d'autre part n'est pas réglée par la loi. Cela a pour conséquence que le contrôle des différentes autorités se fait de manière pragmatique et qu'il s'exerce parfois à double. Il serait utile que le Parlement règle cette question.

Il y a lieu de relever les chiffres suivants :

| | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Commandements de payer | 24836 | 27465 | 27617 |
| Ouvertures de faillites | 94 | 76 | 89 |
| Liquidations de faillites | 93 | 76 | 92 |
| Saisies exécutoires | 16190 | 19216 | 18411 |
| Réalisations | 4123 | 4501 | 5159 |

Les pertes résultant des procédures de faillite se sont élevées à Fr 43'897'674.49.

**Le président de la Cour des
poursuites et faillites**

Pierre Theurillat

G. Chambre d'accusation

Le nombre des affaires introduites (58) devant la Chambre d'accusation est resté stable. Parmi ces dossiers, 15 concernaient une demande de mise en liberté provisoire (selon les juges d'instruction, 47 personnes ont été placées en détention préventive en 2005).

La Chambre d'accusation a rendu des décisions dans de nombreux domaines. Elle a notamment déterminé ce que devait contenir l'ordonnance de renvoi, en particulier en ce qui concerne la description des faits reprochés à la partie prévenue, de manière à respecter son droit d'être entendu. Elle s'est également prononcée sur la question de l'indemnité à accorder à la personne accusée lorsque les poursuites sont abandonnées à la fin de l'instruction ou encore sur la procédure à suivre et les compétences du procureur général lorsqu'il rend une décision de confiscation.

A relever encore que depuis le 1^{er} janvier 2005, les agents de détention dépendent du Service de l'inspection et de l'exécution des peines.

**Le président de la
Chambre d'accusation**

Pierre Theurillat

Chambre d'accusation

| Nature des affaires | Affaires pendantes au début 2005 | Affaires introduites en 2005 | Liquidées par jugement | Liquidées d'une autre manière | Total | Affaires reportées en 2006 |
|---------------------|----------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------------|----------------|----------------------------|
| Renvois | 0 (0) | 2 (1) | 2 (1) | 0 (0) | 2 (1) | 0 (0) |
| Recours | 14 (5) | 27 (27) | 29 (8) | 2 (10) | 31 (18) | 9 (14) |
| Prises à partie | 0 (0) | 2 (3) | 1 (3) | 1 (0) | 2 (3) | 0 (0) |
| Mises en liberté | 0 (2) | 15 (14) | 13 (16) | 1 (0) | 14 (16) | 1 (0) |
| Divers | 1 (2) | 8 (12) | 9 (9) | 0 (4) | 9 (13) | 1 (1) |
| Total | 15 (9) | 54 (57) | 54 (37) | 4 (14) | 58 (51) | 11 (15) |

Recours au TF : 1 (déclaré irrecevable par le TF)

Remarques :

la Chambre d'accusation a encore :

- examiné mensuellement les classements du Procureur général et les rapports sur les détenus ;
- traité 38 surveillances téléphoniques.

H. Cour pénale

En 2005, la Cour pénale a été saisie de 46 nouvelles affaires, soit 14 de plus qu'en 2004. Trois affaires étaient pendantes en début d'exercice. Au total, 37 affaires ont été liquidées (44 en 2004) et 12 ont été reportées en 2006. Quatre affaires ont fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral (4 en 2004).

**Le président de la
Cour pénale**

Daniel Logos

Cour pénale

| <i>Nature des affaires</i> | <i>Affaires pendantes au début 2005</i> | <i>Affaires introduites en 2005</i> | <i>Total</i> | <i>Liquidées par jugement</i> | <i>Liquidées par renvoi ou d'une autre manière</i> | <i>Total</i> | <i>Affaires reportées en 2006</i> | <i>Recours au TF</i> |
|----------------------------|---|-------------------------------------|----------------|-------------------------------|--|----------------|-----------------------------------|----------------------|
| <i>Appels</i> | 3 (11) | 34 (27) | 37 (38) | 22 (25) | 5 (10) | 27 (35) | 10 (3) | 4 (2) |
| <i>Pourvois</i> | 0 (2) | 2 (3) | 2 (5) | 1 (5) | 0 (0) | 1 (5) | 1 (0) | 0 (2) |
| <i>Mineurs</i> | 0 (0) | 6 (1) | 6 (1) | 5 (0) | 0 (1) | 5 (1) | 1 (0) | 0 (0) |
| <i>Divers</i> | 0 (2) | 4 (1) | 4 (3) | 2 (3) | 2 (0) | 4 (3) | 0 (0) | 0 (0) |
| Total | 3 (15) | 46 (32) | 49 (47) | 30 (33) | 7 (11) | 37 (44) | 12 (3) | 4 (4) |

*entre parenthèses, les chiffres correspondants pour 2004.

I. Cour criminelle

Au cours de l'exercice écoulé, la Cour criminelle n'a été saisie d'aucune affaire.

En début d'exercice, deux affaires étaient encore pendantes devant la Cour. Une affaire a été liquidée en cours d'exercice (brigandage au Casino du Jura), alors que l'autre, qui a fait l'objet d'un renvoi pour complément d'instruction, a été agendée au mois de mars 2006 pour jugement.

**Le président de la
Cour criminelle**

Gérard Piquerez

J. Cour de cassation

La Cour de cassation a enregistré deux nouvelles affaires durant l'année. Elle a jugé une affaire introduite en 2004. Les deux dossiers de l'année 2005 restent en suspens. Ils ont été confiés à une Cour de cassation extraordinaire en raison de l'obligation pour la quasi-totalité des juges de se déporter car ils avaient fonctionné à un stade ou un autre de la procédure.

**Le président de la
Cour de cassation**

Pierre Boinay

K. Commission des examens d'avocat

Au cours de la session de printemps, 2 candidats se sont présentés avec succès à l'examen.

Lors de la session d'automne, 2 candidats ont subi avec succès l'examen où l'on a enregistré 1 échec. Le recours qui avait été déposé en 2004 par un candidat ayant échoué a été rejeté par le Gouvernement.

En 2005, 25 stagiaires étaient inscrits au tableau et ont suivi des cours organisés par le Tribunal cantonal dans les disciplines du droit jurassien, notamment en procédure administrative, civile et pénale, droit administratif et constitutionnel et déontologie de la profession d'avocat.

**Le président de la
Commission des examens
d'avocat**

Gérard Piquerez

L. Commission des examens de notaire

Session de printemps 2005

Un candidat qui avait essuyé un échec au cours de la session d'automne 2004 s'est présenté pour le premier examen et a réussi.

Session d'automne 2005

Aucune inscription pour cette session.

**Le président de la
Commission des examens
de notaire**

Hubert Comment

M. Commissions de conciliation

Au cours de l'exercice 2005, les Commissions de conciliation ont traité les affaires suivantes :

- *Delémont*

Durant l'exercice 2005, la Commission de conciliation en matière de bail a connu un volume d'activité similaire à celui de l'année précédente. Par le jeu des requêtes collectives, le nombre des affaires concerne 72 rapports de bail.

La commission a siégé à 49 reprises, traitant 48 dossiers en séance de conciliation. Une seule affaire a nécessité deux séances, tandis que 9 affaires n'ont pas donné lieu à séance.

Sur les 48 dossiers traités en séance, 32 ont abouti à une conciliation, 12 à un échec, 3 à une décision et 1 à un retrait.

Les affaires les plus fréquentes portaient sur des contestations relatives à la résiliation du bail précédant celles concernant le décompte de frais accessoires.

En cours d'exercice, la Commission de conciliation a déploré le décès de M. Roland Guéniat et elle a enregistré la démission de son vice-président, M. Ludovic Rais. En remplacement de ces personnes, le Conseil communal de Delémont a désigné Mme Donatella Facci en qualité d'assesseur-bailleur et de M. Benoît Bréchet au poste de vice-président.

- *Franches-Montagnes*

Au cours de l'exercice 2005, la commission n'a tenu aucune séance plénière autre que l'Assemblée générale. Trente-trois dossiers ont été traités l'année passée. Sur les 33 demandes enregistrées, 20 ont abouti à une conciliation, 4 à un échec, 3 à une décision de la commission et 6 ont été liquidées d'une autre manière.

Durant l'année 2005, 4 affaires ont abouti devant le Tribunal des baux à loyer et à ferme.

En cours d'exercice, la commission a enregistré le départ de l'assesseur-locataire Mme Jasmine Mouche qui a été remplacée par Mme Monique Walker. En outre, le président a annoncé sa démission pour la fin 2005.

● *Porrentruy*

Durant l'année écoulée, 65 affaires ont été enregistrées, ce qui représente une augmentation de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Deux affaires étaient encore pendantes au début d'exercice.

La commission a traité 65 cas qui ont été liquidés comme suit :

- 37 par une conciliation ;
- 23 par une non-conciliation ;
- 5 par une décision de la commission

Trois demandes ont été reportées à l'exercice 2006.

La commission a siégé à 15 reprises en 2005.

**Le président de la
Cour civile**

Gérard Piquerez

RAPPORT DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

pour l'année 2005

I. Remarques préliminaires

L'année 2005 s'est déroulée de manière ordinaire, sans grand bouleversement de quelque ordre qu'il soit. Il s'agit néanmoins de constater une augmentation importante du nombre des affaires introduites au cours de l'année 2005 par rapport à l'année 2004 (200 affaires en plus, tous domaines confondus) et par rapport à l'année 2001, date de la création du Tribunal de première instance (environ 350 affaires en plus, tous domaines confondus).

II. Personnel

a) Juges

Cinq postes (art. 30 LOJ) ont été occupés par Damien Rérat, Président, Pierre Lachat, Vice-président, Corinne Suter, Carmen Bossart Steulet et Philippe Guélat.

Conformément à l'article 41 LOJ, les cinq juges du TPI ont été désignés pour assurer, avec les juges d'instruction, la permanence de l'instruction pénale durant les week-ends et jours fériés, ce qui a représenté, pour l'année 2005, 5 week-ends de permanence pour chaque juge du TPI.

b) Greffières

En 2005, les deux postes dont dispose le TPI ont été occupés par Frédérique Comte, à plein temps, Madeleine Poli Fueg et Laurence Brenlla, chacune à mi-temps. Comme Madeleine Poli Fueg a bénéficié d'un congé maternité à partir du 3 septembre 2004, elle a été remplacée, durant cette période, par Laurence Brenlla qui a assuré un plein temps jusqu'au 23 janvier 2005.

c) *Commis-greffiers*

La dotation en personnel administratif du TPI s'élève à 10 postes. L'effectif actuel comprend 9,7 postes à temps complet (0,2 poste de moins qu'en 2004) et se compose comme suit :

| | |
|---|---|
| - Christiane Bader-Fridez | 50 % |
| - Stéphanie Cerf | 50 % |
| - Muriel Charmillot Dec | 80 % |
| (en congé maternité de juillet 2005 à janvier 2006, remplacée par Marie Neuenschwander) | |
| - Maryline Courbat | 100 % |
| - Christine Domont | 50 % |
| - Martine Flückiger | 100 %, puis 60 % dès le 1 ^{er} novembre 2005 |
| (en congé sabbatique d'octobre 2004 à février 2005, remplacée par Melihate Hoxha) | |
| - Michel Froidevaux | 100 % |
| - Josette Macquat | 90 % |
| - Chantal Meyer | 50 % |
| - Odile Rémy | 50 %, puis 90 % dès le 1 ^{er} novembre 2005 |
| - Alain Steger | 100 % |
| - Andrée Varrin | 100 % |
| - Ruth Wermeille | 50 % |

Les absences résultant des congés maternité et sabbatique ont été supplées à notre entière satisfaction par des collaboratrices internes et externes au TPI.

Par rapport à l'année 2004, l'effectif du TPI a diminué de 0,2 poste. En effet, suite à la diminution du temps de travail d'une commis-greffière (Stéphanie Cerf) de 100 % à 50 % au cours de l'année 2004, le 50 % restant n'a été repourvu qu'à 30 % au début de l'année 2005 (augmentation du temps de travail de Muriel Charmillot Dec de 50 % à 80 %), sur proposition des juges du TPI et dans le cadre des mesures d'économie préconisées par le Gouvernement.

L'effectif en personnel est tout juste suffisant à certaines périodes de l'année. Si le volume des affaires devait continuer de croître au cours de ces prochaines années, il est certain que l'effectif ne serait plus en mesure de tout absorber.

d) *Apprenties et stagiaires*

Lucie Quiquerez est actuellement en 3^{ème} année d'apprentissage et Saranda Ramaj est en 2^{ème} année.

Dix-sept avocats-es-stagiaires, un notaire-stagiaire et une étudiante en droit ont accompli un stage au TPI durant l'exercice 2005.

III. Activités

Le Collège des juges a tenu six séances en 2005, au cours desquelles ont notamment été traitées les questions touchant au fonctionnement général de l'administration judiciaire de première instance.

Le Collège des juges a, de plus, rencontré au cours de l'année 2005 les Autorités judiciaires de Moutier et celles du Tribunal de Grande Instance de Belfort.

Par ailleurs, une délégation du Collège des juges a rencontré les représentants du Conseil de l'ordre des avocats jurassiens pour finaliser la mise en application de l'Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat (RSJU 188.61) dans les procédures matrimoniales.

La répartition des matières entre les juges n'a pas subi de modification en 2005.

Le Collège a procédé à fin juin et à fin décembre 2005 à un contrôle du suivi des dossiers. Il en est ressorti que les affaires étaient traitées avec la diligence requise.

Au 31 décembre 2005, 72 affaires (tous domaines d'activités confondus) étaient pendantes depuis plus d'une année (58 à fin 2004).

En 2005 (tous domaines d'activités confondus), 3703 nouvelles affaires (3503 en 2004) ont été introduites et 3725 affaires (3330 en 2004) ont été liquidées en cours d'exercice.

Le total des affaires pendantes au 31 décembre 2005 s'élève à 847 (888 au 31 décembre 2004).

L'augmentation du nombre des affaires pendantes depuis plus d'une année est considérée comme acceptable par le Collège des juges. Il estime en effet que cette situation qui résulte notamment de l'augmentation du nombre global des affaires, de la complexité croissante de certains types d'affaires et des modifications de certaines législations (par exemple en droit du divorce, prévoyant la réduction du délai d'attente pour introduire une requête unilatérale en divorce après deux ans de séparation seulement au lieu de quatre), pourra être maîtrisée.

Conformément à l'article 12 de la Loi instituant le Conseil de prud'hommes, les Greffiers-ères du Conseil de prud'hommes donnent des renseignements gratuits sur toute question relevant de la compétence de cette juridiction. C'est ainsi qu'en plus des affaires ressortant de la statistique, 103 personnes (129 en 2004) ont été reçues au greffe du CPH à la suite d'une demande de renseignements ou en vue de

Affaires reçues par le TPI du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

| | <u>2002</u> | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|---------------|
| - Juge pénal | 1021 | 1034 | 1040 | 1062 |
| - Tribunal correctionnel | 22 | 26 | 25 | 24 |
| - Droit de la famille et tutelles | 585 | 629 | 676 | 788 |
| - Autres affaires civiles | 343 | 328 | 327 | 296 |
| - Droit des poursuites | 1127 | 1086 | 1141 | 1203 |
| - Conseil de Prud'hommes | 95 | 103 | 74 | 99 |
| - Tribunal des baux à loyer et à ferme | 86 | 90 | 89 | 93 |
| - Droit administratif | 61 | 67 | 81 | 79 |
| - Non contentieux administratif | 30 | 65 | 50 | 59 |
| Total | <u>3370</u> | <u>3428</u> | <u>3503</u> | <u>3703</u> * |

* soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année 2002 et de 6 % par rapport à l'année 2004.

Affaires pendantes depuis plus d'une année

| | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| - Juge pénal | 10 | 19 | 23 |
| - Tribunal correctionnel | 0 | 0 | 1 |
| - Droit de la famille et tutelles | 12 | 10 | 30 |
| - Autres affaires civiles | 15 | 14 | 11 |
| - Droit des poursuites | 5 | 11 | 2 |
| - Conseil de Prud'hommes | 1 | 4 | 4 |
| - Tribunal des baux à loyer et à ferme | 1 | 0 | 1 |
| - Droit administratif | 3 | 0 | 0 |
| - Non contentieux administratif | 0 | 0 | 0 |
| Total | <u>47</u> | <u>58</u> | <u>72</u> |

Juge pénal-e

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 294 | 268 | 273 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 1034 | 1040 | 1062 |
| Total | <u>1328</u> | <u>1308</u> | <u>1335</u> |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 1059 | 1028 | 1069 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 280 | 266 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 19 | 23 |
| <i>dont notamment:</i> | | | |
| Ordonnances de condamnation | 250 | 248 | 230 |
| Jugements sur question préjudicielle ou incidente | 223 | 204 | 223 |
| Jugements définitifs | 119 | 116 | 116 |
| Jugements immédiats / non-lieux par retour au MP | 143 | 115 | 141 |
| Modifications de jugement (art. 26 LiCPS ; conversions d'amendes, radiations au casier judiciaire, etc.) | 301 | 258 | 285 |

Tribunal correctionnel

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 10 | 11 | 6 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | <u>26</u> | <u>25</u> | <u>24</u> |
| Total | <u>36</u> | <u>36</u> | <u>30</u> |
| | | | |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 27 | 30 | 21 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 6 | 9 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 0 | 1 |
| | | | |
| <i>dont notamment:</i> | | | |
| | | | |
| Jugements | 8 | 16 | 12 |
| Modifications de jugement (art. 26 LiCPS ; conversions d'amendes, radiations au casier judiciaire, etc.) | 14 | 9 | 3 |

Juge civil-e

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 472 | 370 | 542 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 2043 | 2144 | 2287 |
| Total | 2515 | 2514 | 2829 |
| | | | |
| Affaires liquidées du 01.01.05 au 31.12. | 2139 | 1962 | 2332 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 552 | 497 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 35 | 43 |
| | | | |
| <i>Affaires introduites en cours d'exercice</i> | | | |
| Demandes d'assistance judiciaire : | | | |
| a) en droit de la famille et tutelles | 217 | 225 | 316 |
| b) dans les autres domaines | 6 | 10 | 9 |
| Commissions rogatoires | 115 | 95 | 89 |
| Mainlevées | 440 | 471 | 484 |
| Poursuites et faillites | 625 | 657 | 710 |
| Décisions et mesures au sens de l'art. 2 LiCC : | | | |
| a) en droit de la famille et des tutelles | 181 | 178 | 189 |
| b) dans les autres domaines | 46 | 69 | 48 |
| Mesures provisoires et préliminaires : | | | |
| a) en droit de la famille et tutelles | 35 | 29 | 41 |
| b) dans les autres domaines | 29 | 27 | 8 |
| Procédures d'exécution | 8 | 5 | 4 |
| Affaires pécuniaires non appelables | 91 | 92 | 108 |
| Affaires pécuniaires appelables | 35 | 28 | 29 |
| Actions alimentaires | 8 | 10 | 8 |
| Preuves à futur | 2 | 1 | 4 |
| Affaires de tutelles et curatelles | 25 | 27 | 19 |
| Affaires de mariage et divorce | 151 | 195 | 202 |
| Affaires du droit de la filiation | 9 | 12 | 10 |
| Plaintes contre l'office des poursuites | 12 | 13 | 9 |
| | | | |
| Total | <u>2043</u> | <u>2144</u> | <u>2287</u> |

Conseil de Prud'hommes

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 20 | 24 | 22 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 103 | 74 | 99 |
| Total | 123 | 98 | 121 |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 99 | 76 | 88 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 22 | 33 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 4 | 4 |
| | | | |
| <i>Affaires introduites en cours d'exercice</i> | | | |
| | | | |
| <i>Affaires de moins de Fr 8'000.- relevant de la/ du Président-e du CPH</i> | | | |
| Groupe 1 (horlogerie, métallurgie, etc.) | 19 | 11 | 9 |
| Groupe 2 (bâtiment, agriculture, etc.) | 5 | 6 | 6 |
| Groupe 3 (commerce, restauration, etc.) | 34 | 26 | 41 |
| | | | |
| <i>Affaires de plus de Fr 8'000.- relevant du CPH</i> | | | |
| Groupe 1 (horlogerie, métallurgie, etc.) | 12 | 9 | 13 |
| Groupe 2 (bâtiment, agriculture, etc.) | 9 | 4 | 7 |
| Groupe 3 (commerce, restauration, etc.) | <u>24</u> | <u>18</u> | <u>23</u> |
| Total | <u>103</u> | <u>74</u> | <u>99</u> |

Tribunal des baux à loyer et à ferme

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 12 | 15 | 14 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 90 | 89 | 93 |
| Total | 102 | 104 | 107 |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 82 | 90 | 88 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 14 | 19 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 0 | 1 |

Affaires introduites en cours d'exercice

| | | | |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Expulsions | 43 | 38 | 41 |
| Autres mesures provisoires | 0 | 0 | 0 |
| Exécutions de jugement | 12 | 13 | 12 |
| Affaires de moins de Fr 8'000.- | 14 | 16 | 12 |
| Affaires de Fr 8'000.- au moins | 12 | 7 | 7 |
| Prolongation de bail | 4 | 6 | 8 |
| Autres litiges | 5 | 9 | 13 |
| Total | <u>90</u> | <u>89</u> | <u>93</u> |

Juge administratif-ve

| | <u>2003</u> | <u>2004</u> | <u>2005</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|
| I. <u>Affaires contentieuses</u> | | | |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 21 | 16 | 7 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 67 | 81 | 79 |
| Total | 88 | 97 | 86 |
| | | | |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 68 | 90 | 71 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 7 | 15 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 0 | 0 |
| | | | |
| <i>Affaires introduites en cours d'exercice</i> | | | |
| | | | |
| Procédure de recours : | | | |
| a) droit de la construction | 25 | 18 | 13 |
| b) retrait de permis de circulation routière | 13 | 20 | 35 |
| c) affaires communales | 9 | 25 | 6 |
| d) améliorations foncières | 3 | 3 | 4 |
| Action de droit administratif | 8 | 8 | 6 |
| Expropriation | 0 | 0 | 0 |
| Divers | 9 | 7 | 15 |
| | | | |
| Total | <u>67</u> | <u>81</u> | <u>79</u> |
| | | | |
| II. <u>Affaires non contentieuses successorales</u> | | | |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 7 | 10 | 5 |
| Affaires entrées dès le 01.01. | 65 | 50 | 59 |
| Total | 72 | 60 | 64 |
| | | | |
| Affaires liquidées du 01.01. au 31.12. | 61 | 54 | 56 |
| Affaires en cours au 31.12. | | 6 | 8 |
| dont pendantes depuis plus d'une année | | 0 | 0 |
| | | | |
| <i>Affaires introduites en cours d'exercice</i> | | | |
| | | | |
| Compétence de l'art. 10 LiCC | | | |
| a) Répudiation de succession | 59 | 45 | 54 |
| b) Octroi du bénéfice d'inventaire | 3 | 3 | 4 |
| Liquidation officielle | 3 | 0 | 1 |
| Divers | 0 | 2 | 0 |
| | | | |
| Total | <u>65</u> | <u>50</u> | <u>59</u> |

RAPPORT DU PROCUREUR GENERAL

sur l'administration de la justice pénale par le Ministère public en 2005

I. Considérations générales

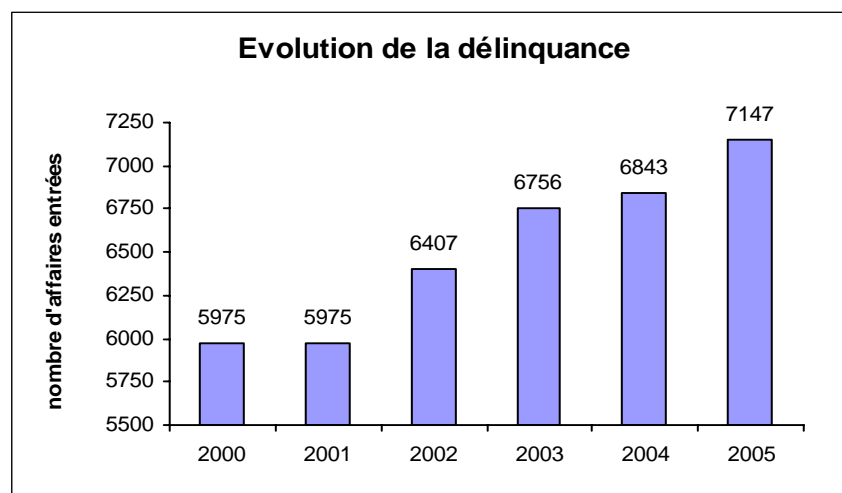
1. En 2005, le Ministère public a enregistré 7147 nouvelles affaires, ce qui représente, par rapport à l'année précédente (6843), une augmentation de 5 % environ.

Toutefois, comme on le verra ci-dessous, cette hausse ne correspond pas à une augmentation de la criminalité dans notre canton en 2005. Au contraire, il faut constater une baisse de la criminalité, dans la mesure où les plaintes et dénonciations adressées au Ministère public en 2005 sont inférieures, de près de 300, à celles qui sont parvenues à celui-ci en 2004.

En réalité, l'augmentation des affaires enregistrées en 2005 tient à une forte progression des procédures de conversion d'amendes en arrêts, passant de 634 à 1220, ce qui représente pratiquement 50 % de hausse (auxquelles il faut ajouter 644 dossiers remis au Ministère public pour non-paiement des amendes d'ordre).

Cela signifie en d'autres termes que les justiciables paient de moins en moins leurs amendes, ce qui contraint le Ministère public à engager la procédure de conversion en peine d'arrêts, en application de l'article 49 ch. 3 CP.

Ainsi, l'évolution des affaires entrées au Ministère public, depuis 2000, se présente comme suit :



2. Il y a une très grande stabilité - cela se vérifie depuis plusieurs années – dans les divers types de criminalité, les infractions LCR et contre le patrimoine représentant toujours la grande majorité des dossiers ouverts (71 % avec les AO impayées).

La scène de la drogue reste active dans le Jura malgré une baisse des dénonciations. La marijuana est la drogue la plus consommée; mais chez les toxicomanes, la cocaïne reste le produit stupéfiant le plus prisé. Plusieurs trafiquants, d'origine africaine, ont été arrêtés, incarcérés et jugés ou en voie de l'être. Il convient encore de relever que de nombreux ressortissants français se font intercepter à la sortie de Suisse, aux postes frontière jurassiens, en possession de drogue (généralement marijuana); "le ravitaillement" se fait par ces étrangers généralement hors du territoire jurassien.

3. Le Ministère public doit constater une augmentation qui inquiète de la violence urbaine, spécialement chez les jeunes gens de 15 à 25 ans, souvent organisés en bande. Les émeutes qui se sont produites à Delémont, lors de la fête du peuple jurassien, en sont la triste illustration. On note plus généralement une augmentation des dénonciations pour rixes, agressions, lésions corporelles et conduites inconvenantes.

Par ailleurs, les rapports établis par la police relatent de plus en plus l'irrespect total, les injures, menaces et même agressions manifestées par les adolescents et jeunes gens adultes à l'encontre des policiers lors d'interpellations.

4. Il faut aussi signaler que le Jura, avec d'autres cantons, a connu durant le 2^{ème} semestre 2005, plusieurs vagues de cambriolages par des bandes organisées provenant de l'Europe de l'Est. Fort heureusement, les efforts conjugués des polices ont permis de procéder à plusieurs arrestations à l'étranger, en Suisse et dans le Jura aussi; et ces séries de vols ont cessé.

II. Gestion des affaires

1. Statistiques

- Etat des affaires pendantes, enregistrées et liquidées, toutes procédures confondues (nouvelles et 26 LiCPS) :

Affaires :

| | |
|---|-------------|
| - pendantes au 01.01.2005 | 702 |
| - enregistrées en cours d'exercice 2005 | <u>7147</u> |
| | soit 7849 |

| | |
|---------------------------------|------------|
| - liquidées en cours d'exercice | 7269 |
| - pendantes au 31.12.2005 | <u>580</u> |
| (dont 4 des années précédentes) | soit 7849 |

- Evolution des nouvelles affaires entrées, soit plaintes et dénonciations :

| 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------|------|------|------|------|-------------|
| 5190 | 5316 | 5750 | 6036 | 6214 | 5927 |

On note dès lors, par rapport à 2004, une diminution de 5 % environ, ce qui globalement signifie que la délinquance a baissé dans le canton du Jura durant l'année écoulée, et il faut s'en féliciter.

- **Type de criminalité**

| Infr. principales | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | variation 04/ 05 |
|------------------------------|------|------|------|------|-------------|------------------------|
| LCR | 2311 | 2271 | 2364 | 2647 | 2679 | + 0,1 % |
| c/ patrimoine | 1464 | 1914 | 1767 | 1909 | 1547 | - 19,5 % |
| LFSEE | 308 | 300 | 356 | 403 | 312 | - 12,5 % |
| LFStup | 343 | 320 | 239 | 279 | 197 | - 37 % |
| c/ vie-intégrité physique | 84 | 115 | 156 | 157 | 176 | + 12 % |
| c/ ass. sociales | 38 | 32 | 40 | 37 | 34 | - 10 % |
| c / intégrité sexuelle | 31 | 42 | 35 | 32 | 31 | - 4 % |
| c / liberté | 37 | 55 | 79 | 103 | 92 | - 11 % |

Le tableau illustre les observations générales qui précèdent, soit d'une part une baisse générale assez sensible de la criminalité, notamment en matière d'atteintes au patrimoine et d'infractions à la LStup (la priorité reste la poursuite des trafiquants de drogues dures, spécialement de cocaïne), et d'infractions contre la liberté (menaces, contrainte), et d'autre part, à l'inverse, une assez forte hausse des infractions contre l'intégrité physique essentiellement (lésions corporelles, rixes, agressions).

En matière de LCR, on dénombre en 2005, 329 dénonciations pour ivresse au volant (dès 0,5 ‰) et pour conduite sous l'effet de stupéfiants ou médicaments. Par rapport à 2004, où il avait été recensé 315 dénonciations, force est de constater que l'abaissement du taux limite d'alcool à 0,49 ‰ n'a entraîné qu'une très légère augmentation des constats de conduite en état d'ébriété.

Par ailleurs, hors tableau, il faut relever une augmentation très importante des dénonciations CFF pour voyager sans titre de transport (286 contre 134 en 2004, soit plus du double !). En outre, les saisies d'armes (blanches ou à feu), effectuées lors de contrôles à la frontière ou lors de procédures pour menaces ou violences conjugales, ont passé de 62 en 2004 à 163 en 2005, ce qui est considérable et reflète d'une autre manière un climat de violence latente qui mérite grande attention. A cet effet, au tout début 2006, les magistrats du Ministère public ont rencontré les maires et commissaires de police de Delémont et Porrentruy, ainsi que les principaux chefs de la police cantonale, pour analyser ce phénomène et envisager des mesures (préventives et répressives) à prendre.

Enfin, la criminalité en matière d'agressions à caractère sexuel reste fort heureusement stable, même si les dénonciations dépassent encore le nombre de 30.

- Provenance des auteurs identifiés
(4465 auteurs identifiés)

| Origine | 2002 en % | 2003 en % | 2004 en % | 2005 en % | 2005 en nombre |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| ressortissants suisses | 56 % | 55,6 % | 55,3 % | 58,32 % | 2604 |
| ressortissants étrangers, dom. en Suisse | 18 % | 20 % | 18 % | 18 % | 799 |
| ressortissants étrangers résid. à l'étranger | 25 % | 21,6 % | 23,2 % | 22 % | 979 |
| requérants d'asile | 1,6 % | 2,8 % | 3,5 % | 0,2 % | 83 |

Ce tableau fait ressortir une baisse sensible des procédures pénales dirigées contre les requérants d'asile (83 contre 145 en 2004).

2. Liquidation des affaires

En 2005, le Ministère public a liquidé, comme cela a déjà été relevé, 7269 dossiers, soit 50 de plus qu'en 2004 :

a. Jugement / décisions

| | |
|--|------|
| - ordonnances de condamnation | 3706 |
| - non-lieu (classements sans suite ou par opportunité) | 173 |
| - décisions de for | 53 |
| - jonctions/disjonctions | 189 |

| | |
|--------------------------------------|-----|
| - dessaisissements | 22 |
| - sûretés impayées (classements) | 21 |
| - modifications jugements (26 LiCPS) | 958 |

b. Renvois

| | |
|--------------------------------------|------|
| - à l'Office des juges d'instruction | |
| -> instr. c / auteurs connus | 162 |
| -> instr. c/ inconnus | 1345 |
| - au Tribunal de première instance | |
| -> juge pénal | 722 |
| -> Tribunal correctionnel | 2 |
| - au Tribunal cantonal | |
| -> Chambre d'accusation | 17 |
| -> Cour pénale | 0 |
| -> Cour criminelle (rév. sursis) | 0 |

c. Dossiers en cours

Au 31 décembre 2005, il y avait 580 dossiers en traitement, dont 4 des années antérieures.

d. Enfin, 187 oppositions ont été déposées contre les ordonnances de condamnation rendues par le Ministère public, ce qui correspond à un pourcentage de 5 % (soit 1 % de moins par rapport à 2004).

3. Autres activités

3.1. En 2004, le Ministère public a ouvert et mené, avec la police judiciaire ou la gendarmerie territoriale, 115 enquêtes préliminaires de police, dans lesquelles plusieurs surveillances téléphoniques, informatiques ou postales et perquisitions ont été ordonnées et exécutées. Il a tenu en outre audiences dans certaines enquêtes.

3.2. Les magistrats du Ministère public ont soutenu l'accusation dans de nombreux procès devant les tribunaux de première et seconde instances, soit en participant à l'audience, soit en retenant des réquisitions écrites. Au total, ce sont environ une quarantaine d'audiences auxquelles le parquet a participé. L'année 2005 a notamment été marquée par le procès des 8 auteurs du brigandage qualifié du Casino du Jura devant la Cour criminelle.

- 3.3. Enfin, les représentants du Ministère public ont pris part activement aux différentes séances des divers organismes suisses s'occupant de la poursuite pénale (Conférences des autorités de poursuite pénale de Suisse).

III. Conclusions

Les magistrats du Ministère public tiennent à adresser leur gratitude et reconnaissance à toutes celles et ceux qui ont collaboré avec eux et le personnel de la chancellerie du Ministère public, en particulier à l'ensemble des magistrats du Tribunal cantonal et du Tribunal de première instance, de l'Office des juges d'instruction, du Tribunal des mineurs, et à leurs greffes, aux membres du Corps de la police cantonale (police judiciaire et gendarmerie territoriale), aux chefs et fonctionnaires des unités administratives concernées par la poursuite pénale (OEPN, ECH, SAMT, SSA notamment), aux préposés des 3 offices de poursuites et faillites, ainsi qu'aux Corps des gardes-frontière.

La qualité de cette collaboration a permis, dans le respect des règles de procédure, de mener une politique criminelle juste et efficace et de prononcer des jugements équitables, dans des délais très raisonnables.

Le procureur général

Yves Maître

RAPPORT DES JUGES D'INSTRUCTION

pour l'année 2005

I. Généralités

Durant l'année 2005, on a constaté une situation stable au niveau du nombre des affaires. Toutefois on peut relever une augmentation des affaires économiques et des détentions liées aux violences conjugales.

Il faut savoir que certaines instructions débouchent sur d'importants actes d'enquête à mener, notamment dans les affaires contre l'intégrité sexuelle, d'infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants, de brigandages commis par de jeunes auteurs. Dans ces derniers cas, nous sommes souvent confrontés à des détentions préventives qui donnent un degré d'urgence et de priorité à ces dossiers.

Il n'y a pas eu de changement au niveau de l'Office des juges d'instruction durant l'année 2005, tant en ce qui concerne les juges que les commis-greffiers.

II. Les chiffres

Instructions confiées à la juge Geneviève Bugnon

La liste annexée laisse apparaître 756 affaires entrées (dont 680 ont été suspendues, attendu que le prévenu est inconnu) auxquelles s'ajoutent 48 affaires non liquidées précédemment. En fin d'année, il reste 54 affaires en cours dont 25 entrées avant le 1^{er} janvier 2005.

Durant l'année 2005, 21 personnes ont été placées en détention préventive.

Concernant les commissions rogatoires, 10 affaires ont été traitées en cours d'année.

La juge d'instruction Geneviève Bugnon a suivi, avec succès, le cours postgrade HES pour magistrats organisé par la Haute Ecole de Gestion, à raison de 2,5 jours par mois de janvier à juin et septembre 2005. Durant cette période, les permanences de la semaine ont été assumées par le juge d'instruction Jean Crevoisier.

Instructions confiées au juge Jean Crevoisier

La liste annexée laisse apparaître 759 affaires entrées (dont 642 ont été suspendues, attendu que le prévenu est inconnu) auxquelles s'ajoutent 129 affaires non liquidées précédemment. En fin d'année, il reste 157 affaires en cours dont 87 entrées avant le 1^{er} janvier 2005.

Durant l'année 2005, 26 personnes ont été placées en détention préventive.

Concernant les commissions rogatoires, 11 affaires ont été traitées en cours d'année.

Le Juge d'instruction Jean Crevoisier a présidé en 2005 la Conférence des autorités de poursuites pénales de Suisse romande, Berne francophone et du Tessin (CAPP).

Durant l'année 2005, les deux juges d'instruction ont également siégé en qualité de juges non permanents du Tribunal cantonal.

La juge d'instruction

Geneviève Bugnon

Le juge d'instruction

Jean Crevoisier

Affaires confiées à la juge Geneviève Bugnon

2004 2005

| | | |
|---|-----|-----|
| Affaires entrées en cours d'exercice | 873 | 756 |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 47 | 48 |
| Affaires au sens de l'article 26 LiCPS (conversions d'amendes, radiations au casier judiciaire, etc.) | 3 | 2 |
| Renvoi au Juge unique | 14 | 14 |
| Renvoi au Tribunal correctionnel | 10 | 6 |
| Renvoi à la Chambre d'accusation | 9 | 10 |
| Suspension – prévenu absent | 0 | 0 |
| Suspension – prévenu inconnu | 776 | 680 |
| Non-lieu | 10 | 10 |
| Prescription | 0 | 0 |
| Dessaisissement | 9 | 20 |
| Disjonction | 0 | 0 |
| Jonction | 55 | 54 |
| Ordonnance de condamnation | 30 | 6 |
| Modifications de jugement (art. 26 LiCPS) | 2 | 1 |
| Affaires liquidées entrées en cours d'exercice | 841 | 727 |
| Affaires liquidées entrées les années précédentes | 31 | 23 |
| Affaires pendantes entrées en cours d'exercice | 32 | 29 |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 16 | 25 |

Affaires confiées au juge Jean Crevoisier

2004 2005

| | | |
|---|-----|-----|
| Affaires entrées en cours d'exercice | 905 | 759 |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 109 | 129 |
| Affaires au sens de l'article 26 LiCPS (conversions d'amendes, radiations au casier judiciaire, etc.) | 0 | 1 |
| Renvoi au Juge unique | 17 | 16 |
| Renvoi au Tribunal correctionnel | 7 | 6 |
| Renvoi à la Chambre d'accusation | 7 | 12 |
| Suspension – prévenu inconnu | 716 | 642 |
| Non-lieu | 12 | 11 |
| Dessaisissement | 10 | 18 |
| Disjonction | 3 | 2 |
| Jonction | 142 | 86 |
| Ordonnance de condamnation | 9 | 14 |
| Modifications de jugement (art. 26 LiCPS) | 0 | 0 |
| Affaires liquidées entrées en cours d'exercice | 841 | 690 |
| Affaires liquidées entrées les années précédentes | 51 | 42 |
| Affaires pendantes entrées en cours d'exercice | 64 | 69 |
| Affaires pendantes entrées les années précédentes | 58 | 87 |

RAPPORT DU TRIBUNAL DES MINEURS

pour l'année 2005

I. Activité judiciaire

La statistique de l'année fait état d'un volume d'affaires inférieur de 40 dossiers par rapport à l'année précédente, ce qui n'est guère indicatif toutefois d'une régression de la délinquance juvénile dans notre canton. Il faut toujours rappeler que l'activité du Tribunal des mineurs dépend dans une large mesure des actions orchestrées par la police dans le cadre du trafic routier. On note ainsi, en 2005, une cinquantaine de dénonciations pour infractions LCR de moins qu'en 2004. Ceci explique cela !

Au sujet de la répartition territoriale des comportements délictueux, on prendra acte que le district de Delémont (56%) accentue son avance sur celui de Porrentruy (22%), les Franches-Montagnes n'offrant que 10% environ de la délinquance totale à juger. Le reste concerne les jeunes délinquants d'autres cantons ou pays.

La répartition par âge et par sexe entre enfants (7 à 15 ans) et adolescents (15 à 18 ans), subsidiairement entre filles et garçons demeure inchangée par rapport aux années précédentes. C'est ainsi que l'on a peu ou prou un tiers de cas concernant des enfants, les deux autres tiers étant ceux des adolescents et qu'il y a six fois plus de garçons délinquants que de filles.

Le Tribunal collégial a siégé quatre fois, comme en 2004. Quelque 300 jugements ont été rendus par le juge unique, prononçant majoritairement des punitions ou des peines disciplinaires, par rapport à des mesures éducatives.

En ce qui concerne enfin le genre d'infractions dont le Tribunal des mineurs a été saisi en 2005, on remarquera, en tête de liste, les infractions au Code de la route, représentant plus du quart de la délinquance à juger, en légère diminution par rapport à l'année précédente, ainsi que les infractions contre le patrimoine, représentant toujours près du cinquième des dossiers. Une confirmation est de mise en ce qui concerne les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, ainsi que les infractions contre les mœurs, incorporant un comportement violent des auteurs, qui représentent 17% des dossiers à traiter. C'est trop, beaucoup trop et l'on doit s'atteler à la mise en œuvre de programmes de prévention.

En conclusion et s'agissant de l'activité judiciaire proprement dite, on dira que le Tribunal des mineurs, comme par le passé d'ailleurs, fait face aux situations souvent difficiles, pénibles, qui lui sont présentées. Il peut compter, pour cela, sur une aide efficace de la police cantonale et, en particulier, de la police judiciaire, institution avec laquelle la collaboration est excellente.

II. Service social

Un peu plus de dossiers ouverts, quelque 20 enquêtes sociales de plus qu'en 2004 mises en route dans le courant de l'année, une trentaine d'audition d'enfants dans le cadre de procédures conjugales et toujours autant d'activité dans le terrain, tel a été le menu du Service social en 2005. Stéphanie Crelier a quitté l'équipe du Tribunal des mineurs au printemps 2005 pour assurer la prise en charge de personnes plus âgées chez Pro Senectute, à Porrentruy. Elle a été remplacée par Claudia Willemin qui, en quelques semaines déjà, a pris sa place au sein de notre service.

III. Perspectives

On parle depuis de nombreux mois de la mise en place de la nouvelle législation fédérale concernant les mineurs délinquants, la date d'entrée en vigueur étant sans cesse reportée. Ce nouveau droit, adapté à l'évolution de la délinquance juvénile en Suisse, impliquera non seulement un toilettage de notre législation cantonale, mais aussi une adaptation des procédures et beaucoup de flexibilité de la part des magistrats et autres collaborateurs en charge des dossiers du Tribunal des mineurs. Pour autant que l'entrée en vigueur de la loi ne soit pas reportée au-delà du 1^{er} janvier 2007, date actuellement retenue, il faudra œuvrer à l'adaptation de nos lois cantonales dans le courant de l'année 2006.

Depuis plusieurs mois, une expérience de médiation pénale est en cours avec la collaboration de la Fondation St-Germain, à Delémont, et plus particulièrement de l'AEMO. Bien qu'un bilan définitif n'ait pas encore été tiré de cet essai, on peut d'ores et déjà dire qu'il sera extrêmement positif et qu'il amènera certainement les autorités jurassiennes à ancrer cette expérience dans la législation à venir. Enfin, on rappellera que le Tribunal des mineurs du Jura figure sur la liste des institutions communes Berne/Jura, mais que les Gouvernements concernés ont décidé d'attendre la mise en place du nouveau droit de fond et de forme fédéral concernant les mineurs délinquants avant de rouvrir ce dossier. Cela nous laisse le temps d'y réfléchir !

IV. Personnel du Tribunal

Au plan du personnel du Greffe du Tribunal, on notera la fin de la formation d'employée de commerce de Mlle Stefania Groccia de Courtételle. Bon vent à Mlle Groccia qui poursuit actuellement des études en Italie.

On relèvera enfin que le Tribunal des mineurs a accueilli Mme Vanessa Germano, de Alle, étudiante en 4^{ème} année de droit à l'Université de Neuchâtel, pour un stage d'une durée d'un mois.

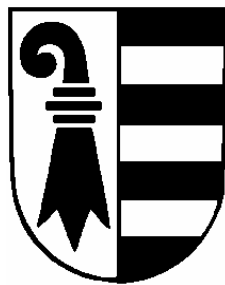
**Le président du
Tribunal des mineurs**

Yves Richon

REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

TRIBUNAL DES MINEURS

STATISTIQUE 2005



Tribunal des mineurs

DENONCIATIONS ET PLAINTES

| | 2005 | | 2004 | |
|------------------------|------|------------|------------|------------|
| en cours au 1.1.2005 | | 114 | | 118 |
| affaires enregistrées | | 303 | | 328 |
| Dessaisissements | | 12 | | 23 |
| total | | 429 | | 469 |
| nombre de jugements | | 299 | | 332 |
| en cours au 31.12.2005 | | 118 | | 114 |
| dessaisissements | | 12 | | 23 |
| | | 429 | 429 | 469 |

REPARTITION PAR DISTRICT

| | | | | | | |
|--|-----|-----|--------|----|-----|--------|
| District de Delémont | | 240 | 55.94% | | 229 | 48.83% |
| dont Delémont-Ville | 104 | | | 91 | | |
| District de Porrentruy | | 96 | 22.38% | | 141 | 30.06% |
| dont Porrentruy-Ville | 34 | | | 47 | | |
| District des Franches-Montagnes | | 49 | 11.42% | | 51 | 10.87% |
| dont Saignelégier | 11 | | | 14 | | |
| Autres cantons | | 30 | 6.99% | | 32 | 6.82% |
| France | | 13 | 3.03% | | 11 | 2.35% |
| Autres pays | | 1 | 0.23% | | 5 | 1.07% |

REPARTITION PAR AGE ET PAR SEXE

| | | | | | |
|--------------------|-----------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| ENFANTS | (7 - 15 ans) | <u>141</u> | <u>32.87%</u> | <u>151</u> | <u>32.20%</u> |
| filles | | 29 | 20.57% | 23 | 15.23% |
| garçons | | 112 | 79.43% | 128 | 84.77% |
| ADOLESCENTS | (15 – 18 ans) | <u>288</u> | <u>67.13%</u> | <u>318</u> | <u>67.80%</u> |
| filles | | 42 | 14.58% | 51 | 16.04% |
| garçons | | 246 | 85.42% | 267 | 83.96% |
| Total : | filles | 71 | 16.55% | 74 | 15.78% |
| | garçons | 358 | 83.45% | 395 | 84.22% |

| | 2005 | | 2004 | |
|--|-------------------|--------|-------------------|--------|
| <u>NBRE DE SEANCES TRIBUNAL COLLEGIAL</u> | 4 | | 4 | |
| <u>VISITE D'INSTITUTION/JOURNEE D'ETUDE</u> | 1 | | 1 | |
| <u>ENQUETES</u> | | | | |
| plus de 18 ans | 0 | | 0 | |
| détention préventive | 4 | | 8 | |
| enquêtes sociales | 44 | | 26 | |
| expertise psychologique et d'orientation professionnelle | 0 | | 1 | |
| <u>DECISIONS</u> | | | | |
| 1) <u>clôture d'enquête et jugements</u> | | | | |
| nombre de jugements | <u>299</u> | | <u>332</u> | |
| - procédure ordinaire | 25 | 8.36% | 20 | 6.02% |
| - procédure orale | 274 | 91.64% | 312 | 93.98% |
| refus de suivre | 36 | | 32 | |
| non-lieu | 0 | | 0 | |
| révocation de sursis | 0 | | 0 | |
| prolongation de sursis | 0 | | 0 | |
| non-révocation de sursis | 0 | | 0 | |
| conversion d'amende en détention | 0 | | 0 | |
| 2) <u>décisions d'exécution</u> | | | | |
| fins de mesure (dont 6 patronages et 3 ass. éduc.) | 9 | | 19 | |
| libération conditionnelle | 1 | | 1 | |
| révocation libération conditionnelle | 0 | | 0 | |
| non-révocation libération conditionnelle | 0 | | 0 | |
| révocation ajournement des sanctions | 0 | | 0 | |
| arrêts disciplinaires | 2 | | 1 | |
| transfert en établ. pénitentiaire | 0 | | 0 | |
| transfert en maison d'éduc. travail | 0 | | 0 | |
| transfert en maison de thérapie | 0 | | 0 | |

| | 2005 | 2004 |
|--|-----------|-----------|
| <u>OPPOSITIONS</u> | 6 | 4 |
| <u>RECOURS</u> | 1 | 1 |
| instruction | 0 | 0 |
| jugement | 1 | 1 |
| exécution | 0 | 0 |
| <u>PEINES ET MESURES</u> | | |
| réprimande | 38 | 41 |
| prestations en travail | 55 | 70 |
| cours d'éducation routière | 36 | 62 |
| arrêts scolaires | 0 | 0 |
| amendes avec sursis | 8 | 10 |
| amendes sans sursis | 94 | 79 |
| détention avec sursis | 9 | 7 |
| détention sans sursis | 0 | 0 |
| ajournement des sanctions | 2 | 1 |
| patronage assorti au sursis | 10 | 8 |
| assistance éducative | 10 | 2 |
| traitement spécial | 0 | 0 |
| placement familial | 0 | 0 |
| placement en maison d'éducation | 0 | 0 |
| placement en maison d'éducation 91/2 CPS | 0 | 0 |
| modification de mesure | 0 | 1 |
| renonciation à toute mesure ou peine | 7 | 13 |
| jugement libératoire | 0 | 0 |
| <u>RECIDIVES</u> | | |
| une récidive (mineur ayant fait l'objet d'une 2ème condamnation) | 16 | 13 |
| deux récidives | 3 | 4 |
| trois récidives et plus | 0 | 0 |
| Total | 19 | 17 |
| récidive(s) après une peine | 17 | 15 |
| récidive(s) après un placement | 0 | 1 |
| récidive(s) après une ass. éduc. | 2 | 1 |
| Total | 19 | 17 |

2005

2004

INFRACTIONS**A) CODE PENAL****Titre :**

| | | | | | |
|-------------|---|-----|--------|-----|--------|
| I | Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle | 44 | 10.26% | 47 | 10.02% |
| II | Infractions contre le patrimoine | 92 | 21.45% | 106 | 22.60% |
| III | Infractions contre l'honneur | 7 | 1.63% | 4 | 0.85% |
| IV | Crimes ou délits contre la liberté | 2 | 0.47% | 1 | 0.21% |
| V | Infractions contre les mœurs | 25 | 5.83% | 19 | 4.05% |
| VII | Crimes ou délits créant un danger collectif | 4 | 0.93% | 3 | 0.64% |
| IX | Crimes ou délits contre les communications publiques | 0 | 0.00% | 0 | 0.00% |
| XV | Infractions contre l'autorité publique | 1 | 0.23% | 1 | 0.21% |
| XVII | Crimes ou délits contre l'administration de la justice | 4 | 0.93% | 3 | 0.64% |
| B) | <u>LF STUPEFIANTS</u> | 52 | 12.12% | 63 | 13.43% |
| C) | <u>LFSEE (séjour et établissement des étrangers)</u> | 4 | 0.93% | 2 | 0.43% |
| D) | <u>LCR</u> | | | | |
| | - vol d'usage | 16 | 3.73% | 14 | 2.99% |
| | - autres infractions | 105 | 24.48% | 152 | 32.41% |
| E) | <u>LOI CANTONALE</u> | | | | |
| | Li CPS | 22 | 5.13% | 14 | 2.99% |
| F) | <u>DIVERS</u> | 51 | 11.89% | 40 | 8.53% |

AFFAIRES CIVILES - ENQUETES

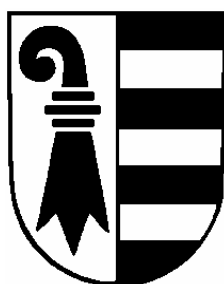
mesures protectrices de l'union conjugale, 31 26
divorce, audition d'enfants, etc...- mandats civils (art. 79 ss LTM)

N.B. Nous ne comptons qu'une seule infraction lorsque le mineur a commis plusieurs infractions du même genre.

SERVICE SOCIAL

DU TRIBUNAL DES MINEURS DU JURA

STATISTIQUE 2005



Service social du Tribunal des mineurs du Jura

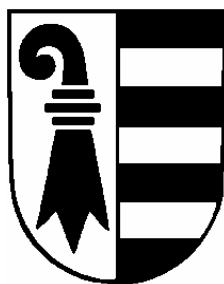
| | 2005 | 2004 |
|---|------------------|------------------|
| <u>FIN DE MESURES</u> | <u>9</u> | <u>19</u> |
| - échéance légale : ass. éduc. | 3 | 11 |
| - <u>rappports</u> : ass. éduc. | 0 | 2 |
| - patronage | 6 | 6 |
| | | |
| <u>RAPPORTS D'ENQUETES SOCIALES</u> | 44 | 26 |
| | | |
| <u>DECISIONS SURVENUES EN COURS D'ANNEE</u> | <u>25</u> | <u>12</u> |
| | | |
| a) <u>enfants</u> | <u>1</u> | <u>1</u> |
| - assistance éducative | 1 | 1 |
| - placement institutionnel | 0 | 0 |
| - placement institutionnel provisoire ou en observation | 0 | 0 |
| | | |
| b) <u>adolescents</u> | <u>24</u> | <u>11</u> |
| - assistance éducative | 9 | 1 |
| - patronage | 10 | 8 |
| - placement institutionnel | 0 | 0 |
| - placement institutionnel provisoire ou en observation | 5 | 2 |
| - placement familial | 0 | 0 |
| - traitement spécial | 0 | 0 |
| - maison d'éducation au travail | 0 | 0 |
| | | |
| <u>AFFAIRES CIVILES - RAPPORTS D'ENQUETES</u> | <u>31</u> | <u>26</u> |
| - mandats civils (art. 79 ss LTM) | 1 | 0 |
| - mesures protectrices, divorce, audition d'enfants confiés par Tribunaux ordinaires | 30 | 26 |

| | 2005 | 2004 |
|--|------------------|------------------|
| <u>TOTAL DE DOSSIERS D'EXECUTION DE MESURES AU 31.12.2004</u> | <u>41</u> | <u>34</u> |
| a) <u>enfants</u> | 10 | 11 |
| - assistance éducative | 10 | 11 |
| - placement institutionnel | 0 | 0 |
| - placement familial | 0 | 0 |
| b) <u>adolescents</u> | 31 | 23 |
| - assistance éducative | 17 | 9 |
| - patronage | 14 | 13 |
| - placement institutionnel | 0 | 1 |
| - placement familial | 0 | 0 |

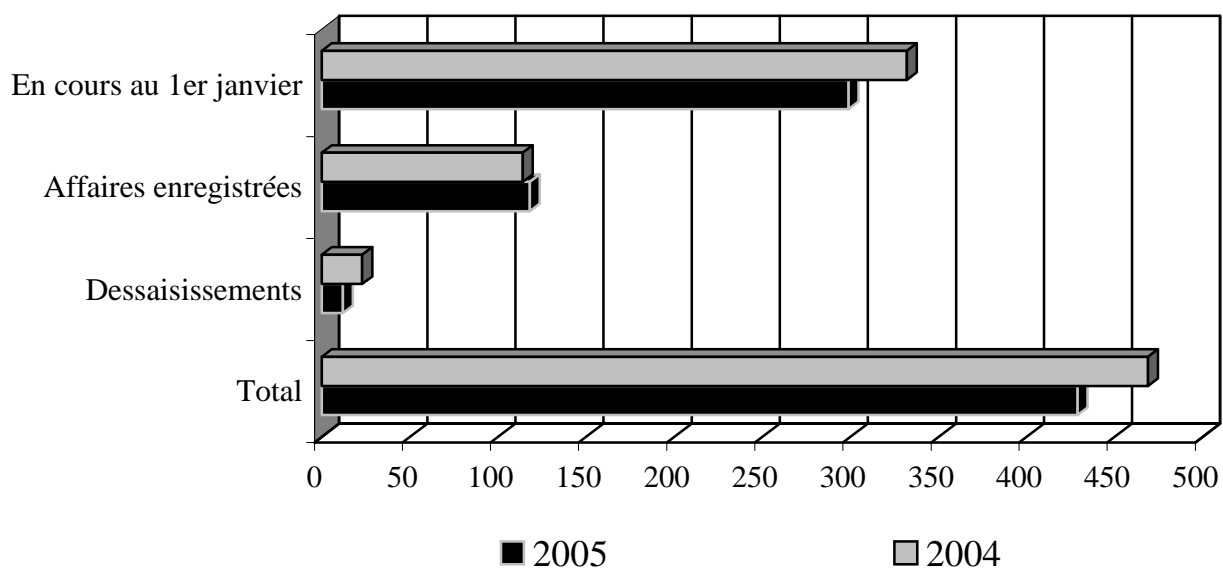
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

TRIBUNAL DES MINEURS

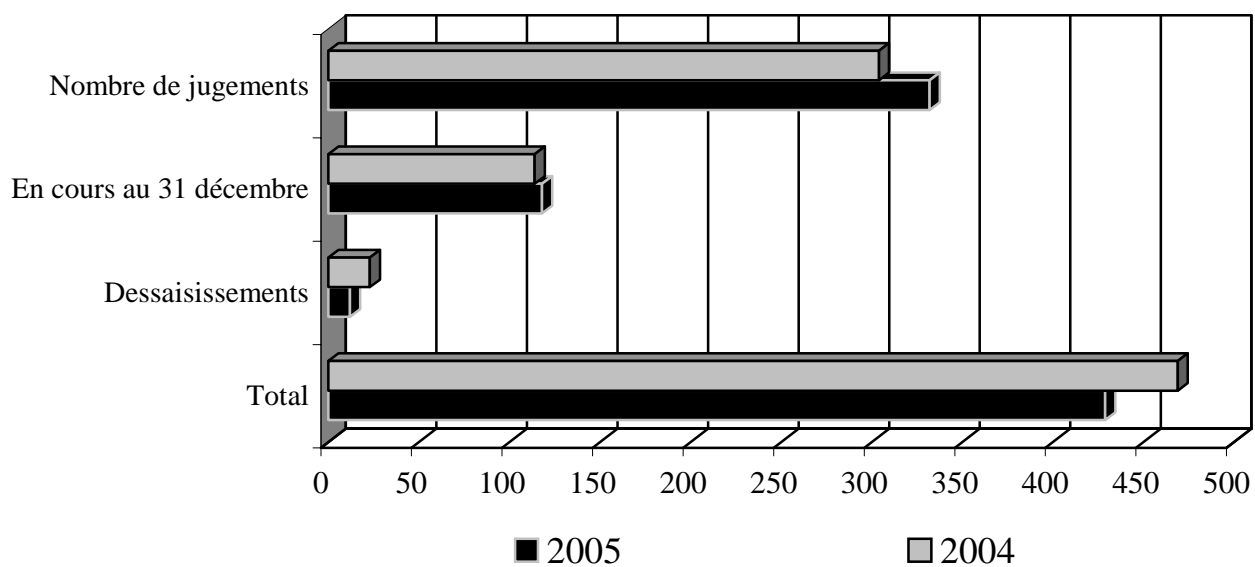
GRAPHIQUES



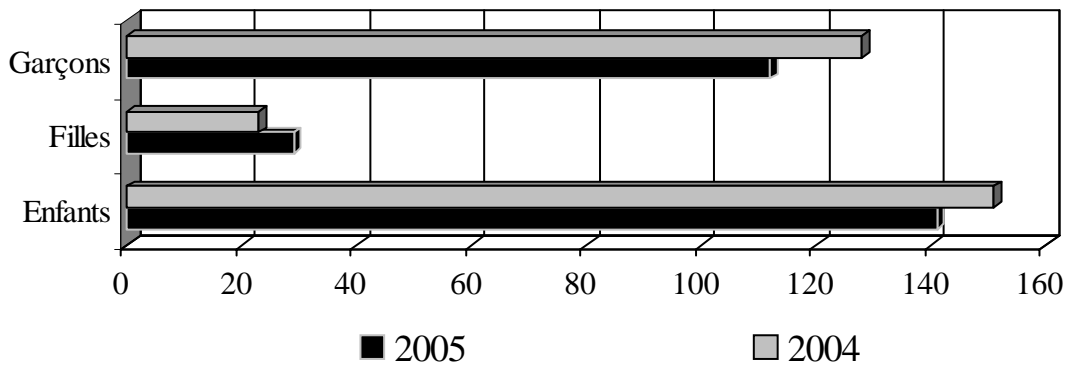
Dénonciations et plaintes Affaires enregistrées



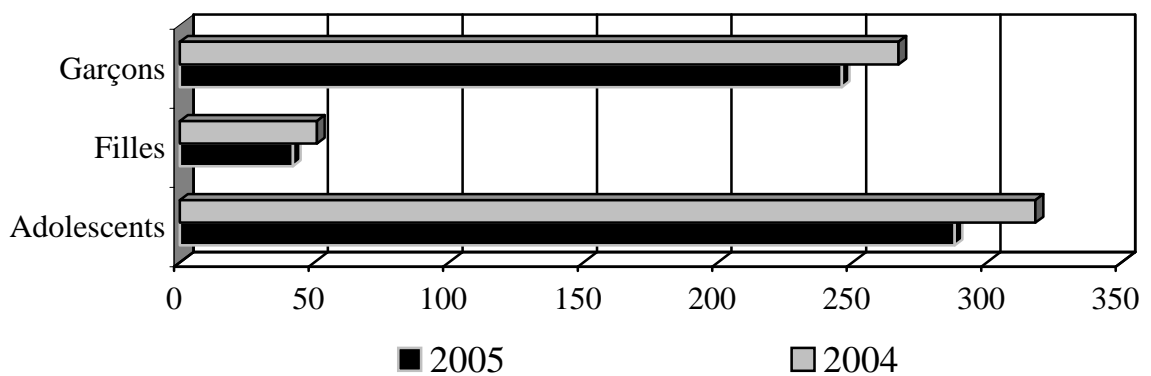
Dénonciations et plaintes Nombre de jugements



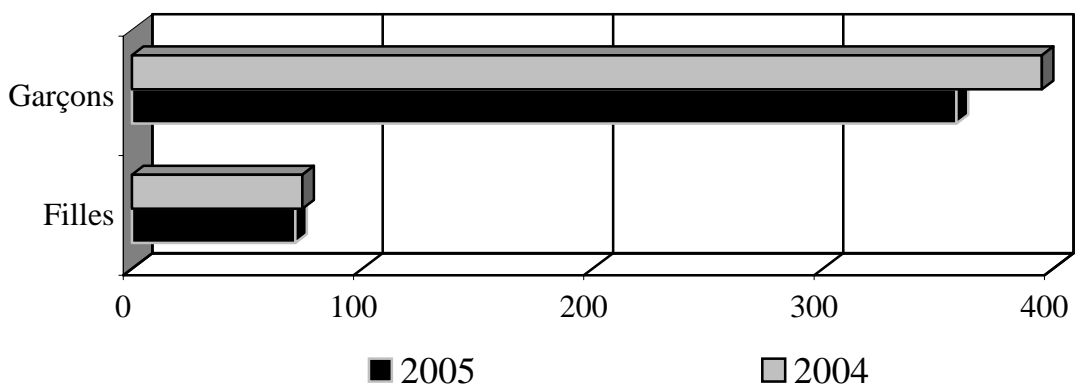
Répartition par âge et par sexe Enfants (7 - 15 ans)



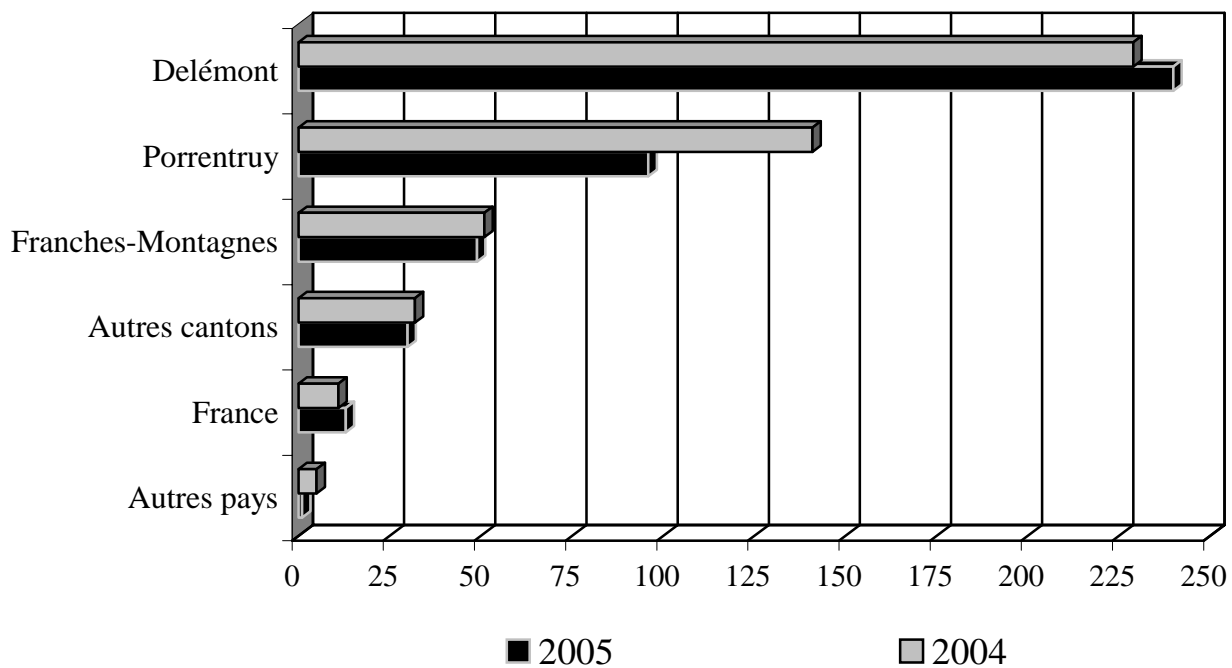
Répartition par âge et par sexe Adolescents (15 - 18 ans)



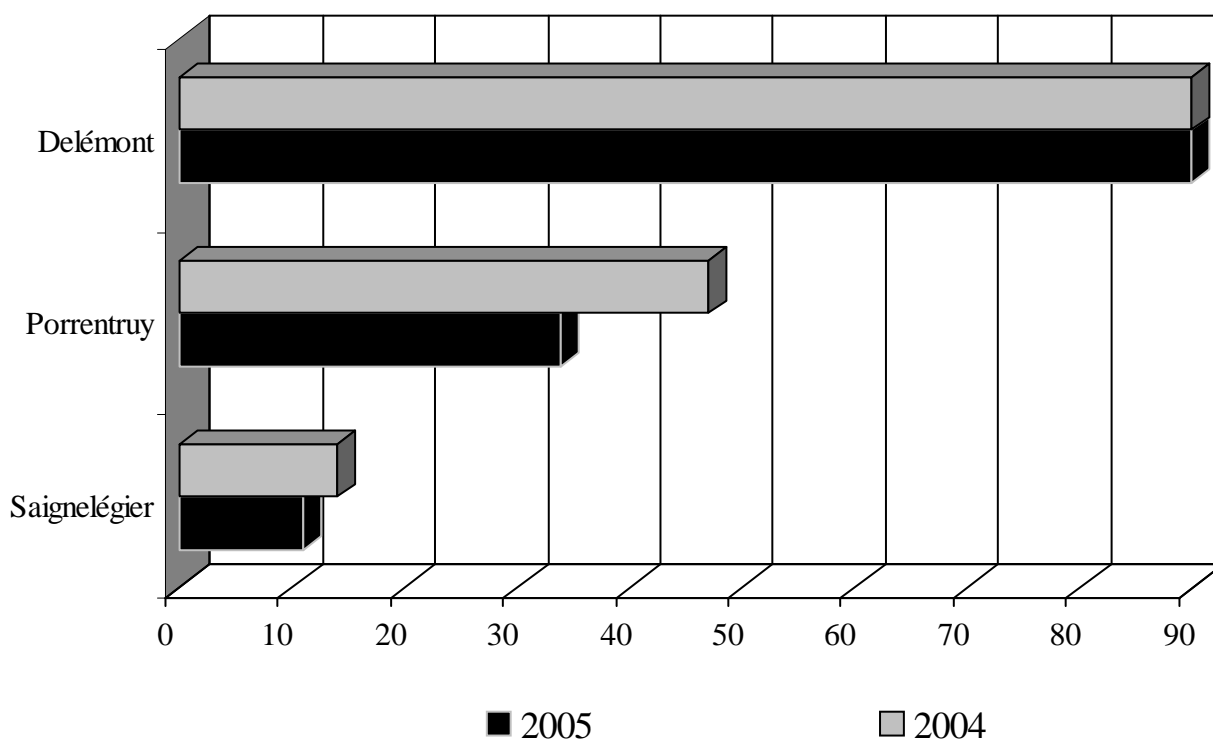
Total des répartitions par sexe

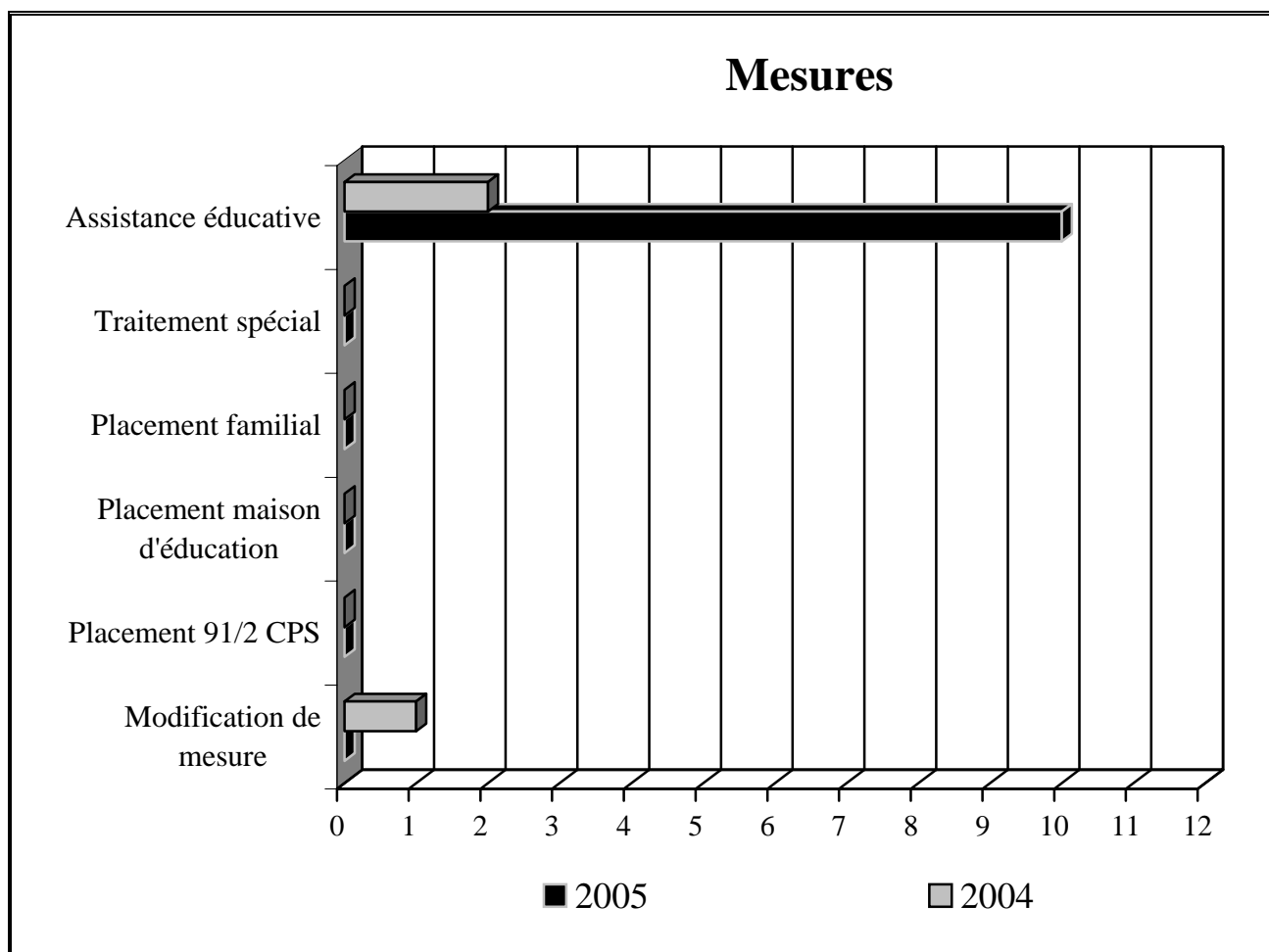
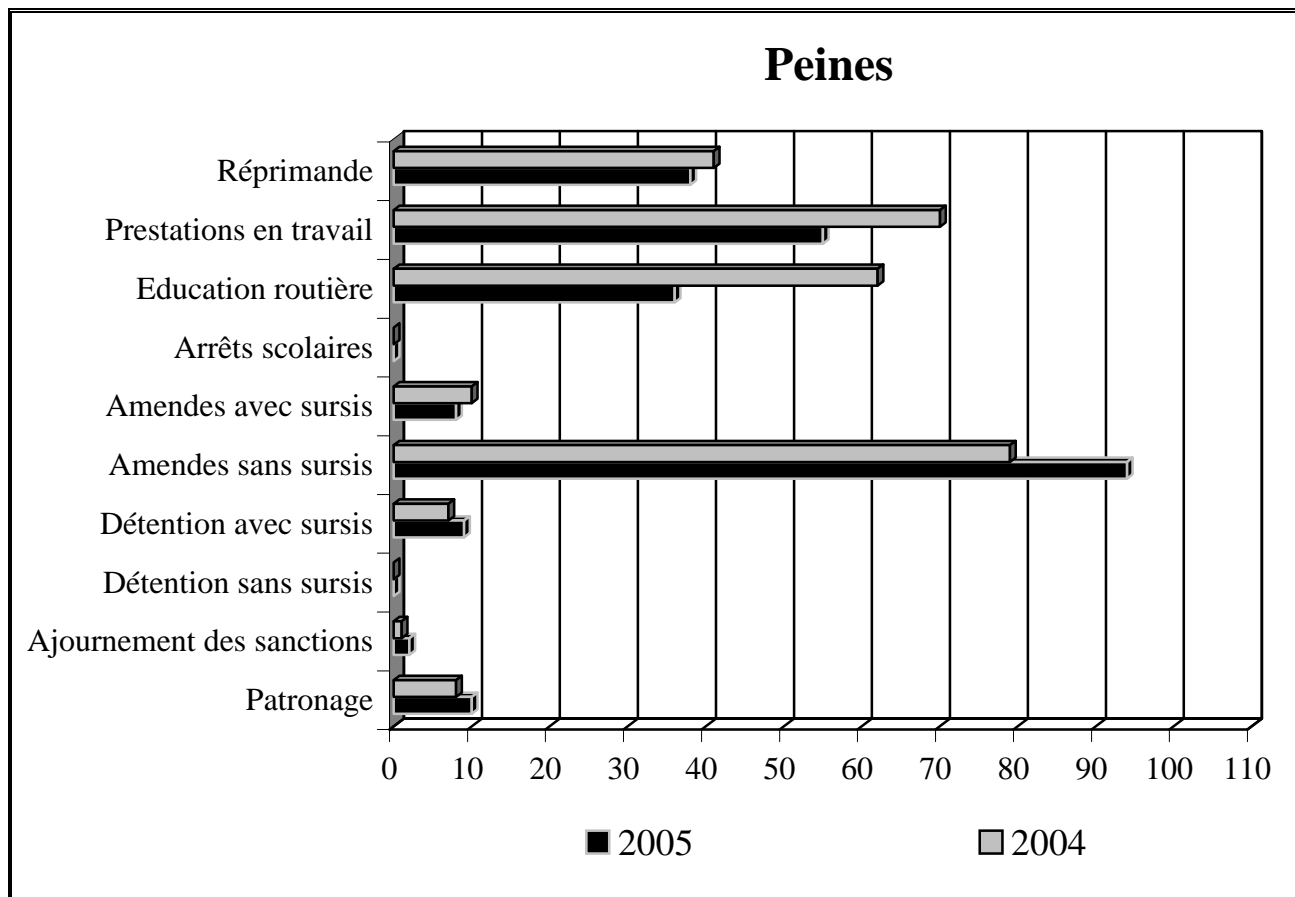


Répartition par district

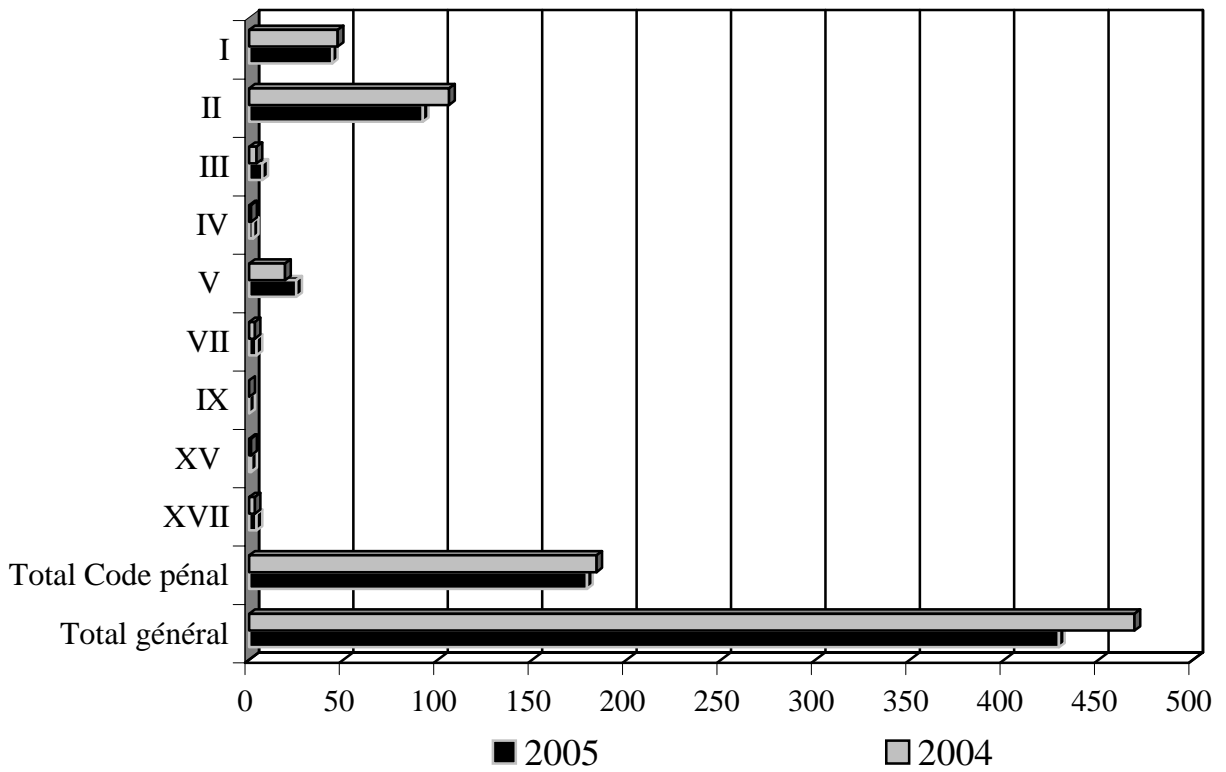


Répartition par chefs-lieux

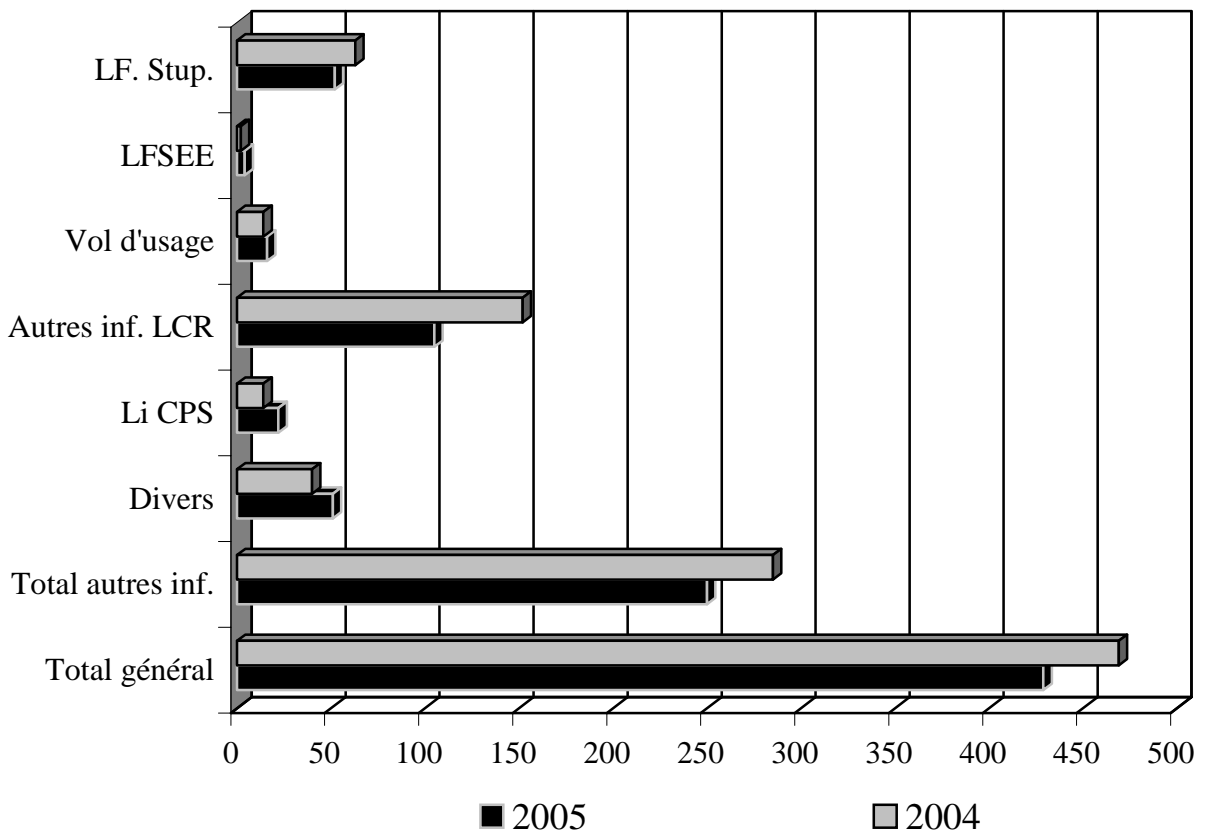




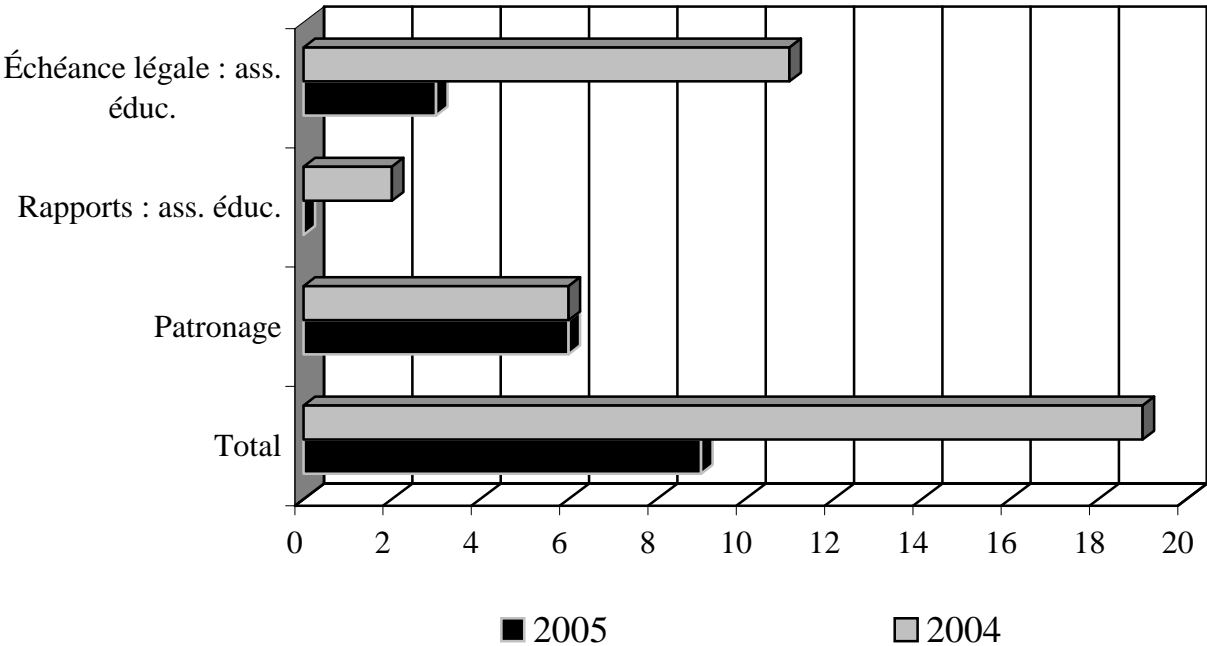
Infractions - Code pénal



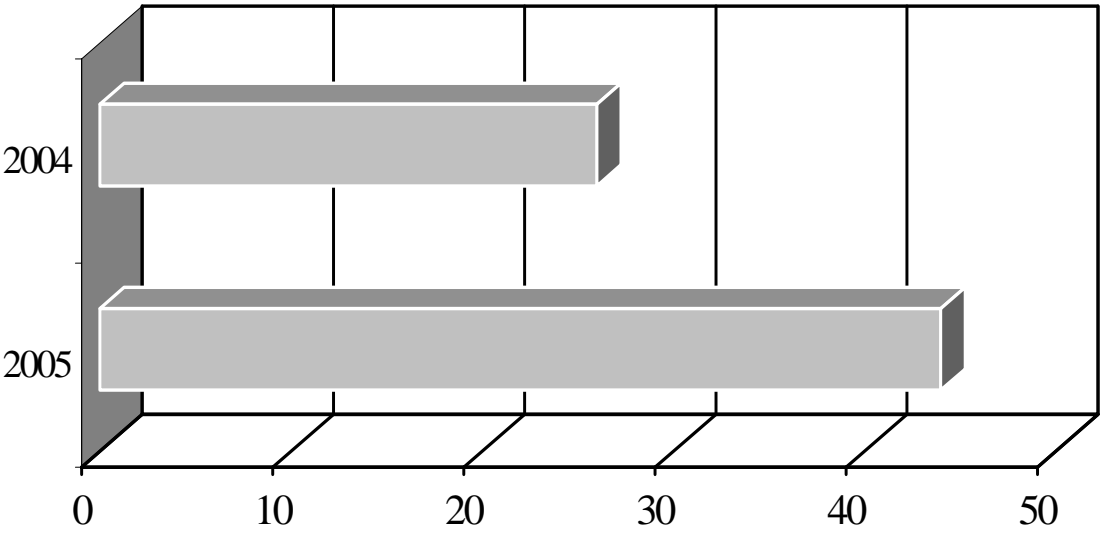
Autres infractions



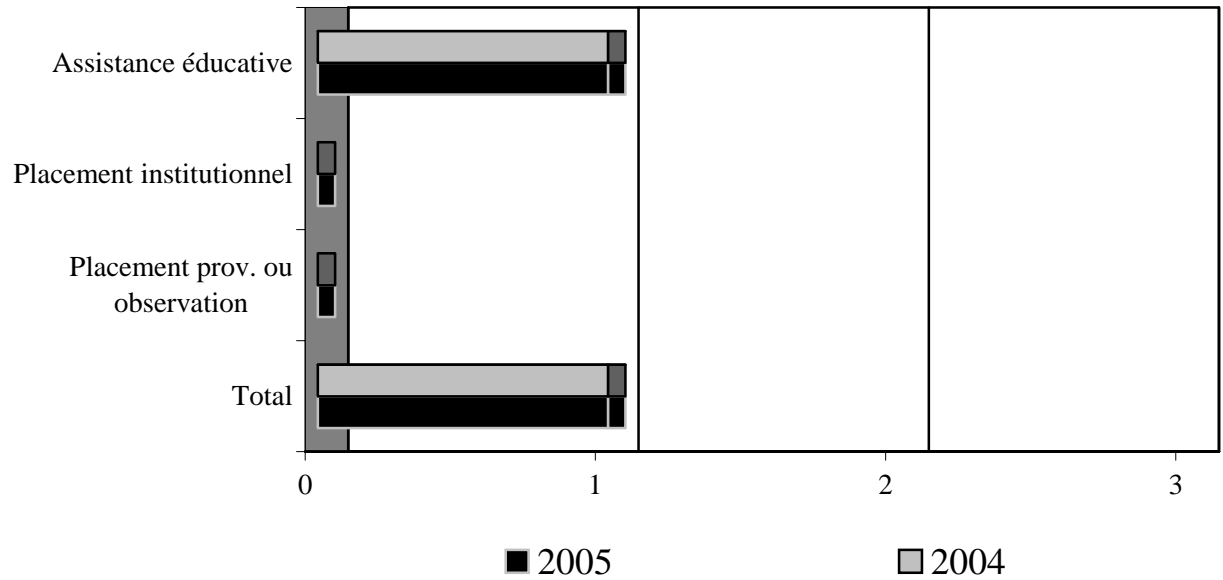
Fins de mesures



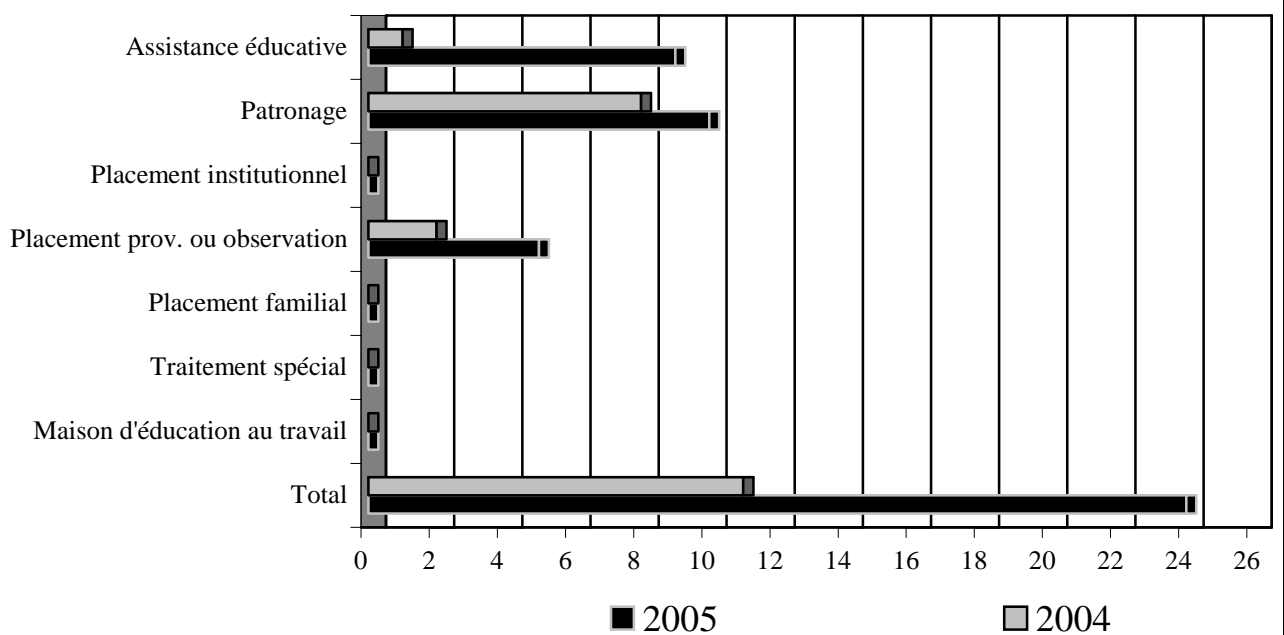
Rapports d'enquêtes sociales



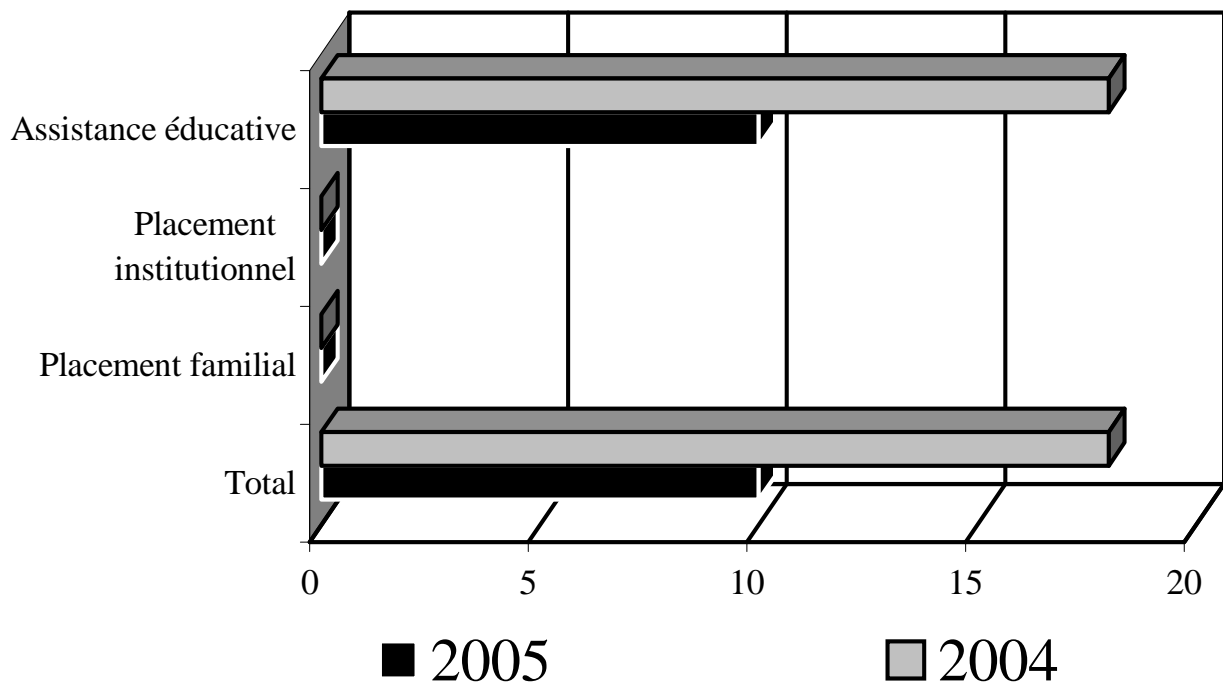
Décisions en cours d'année ENFANTS



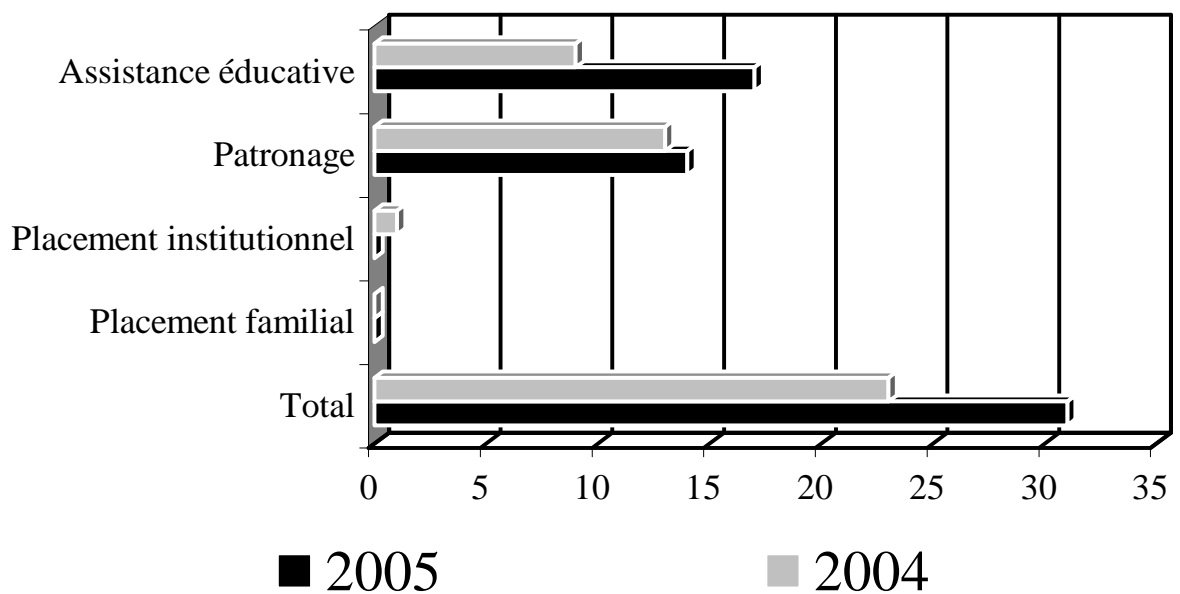
Décisions en cours d'année ADOLESCENTS



Dossiers d'exécution ENFANTS



Dossiers d'exécution ADOLESCENTS



Affaires civiles - Rapports d'enquêtes

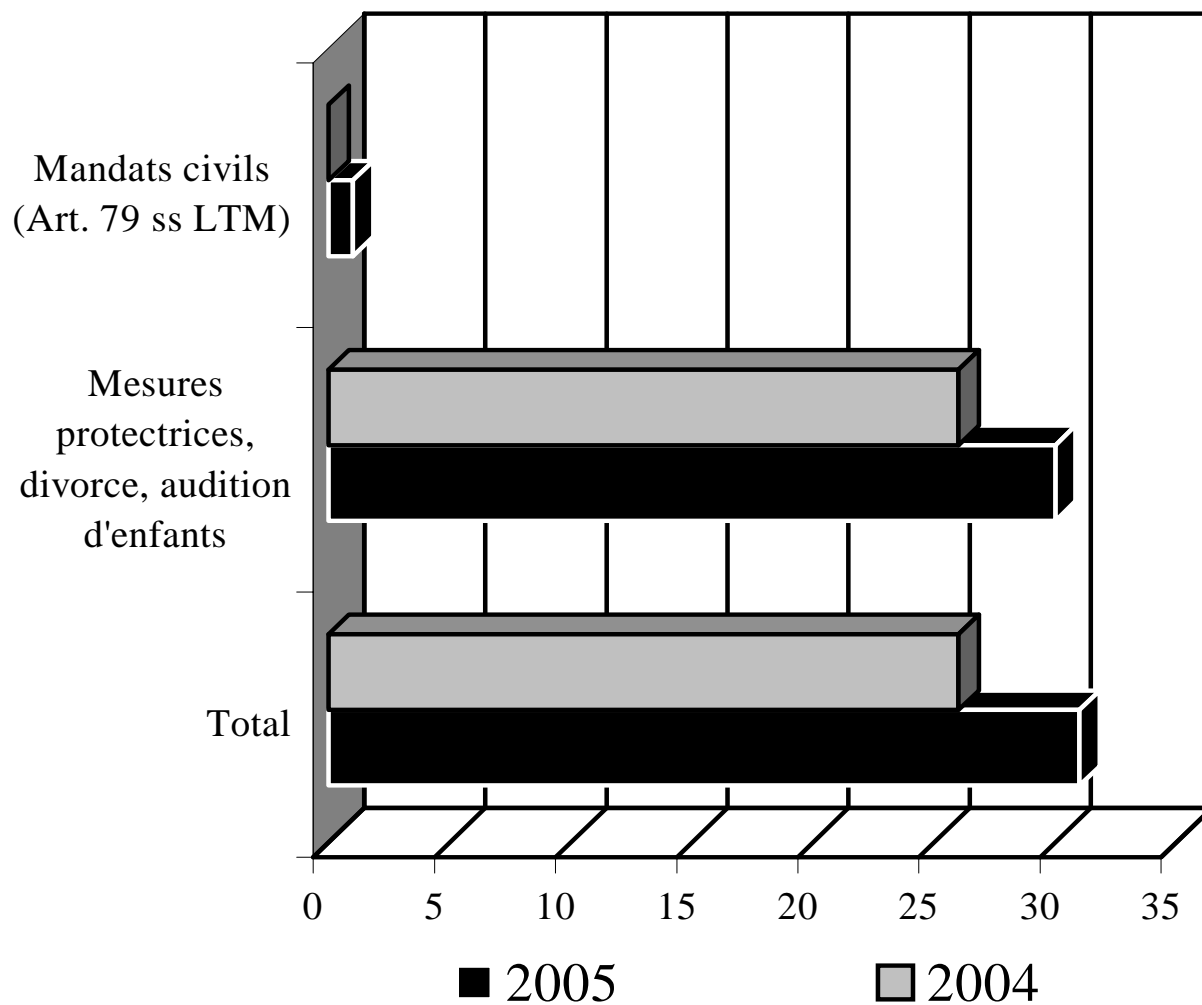


Table des principales abréviations

| | |
|-------------------|--|
| Ach | Assurance-chômage |
| AEMO | Action éducative en milieu ouvert |
| AF | Allocations familiales |
| AFA | Allocations familiales dans l'agriculture |
| AM | Assurance-militaire |
| AMAL | Assurance-maladie |
| APG | Allocations pour perte de gain |
| ass. éduc. | assistance éducative |
| Cpa | Code de procédure administrative |
| Cpc | Code de procédure civile |
| CPH | Conseil de prud'hommes |
| Cpp | Code de procédure pénale |
| LAA | Loi fédérale sur l'assurance-accidents |
| LACI | Loi fédérale sur l'assurance-chômage |
| LAI | Loi fédérale sur l'assurance-invalidité |
| Li | Loi introductive |
| LI | Loi d'impôt. |
| LP | Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite |
| LPP | Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle |
| LTM | Loi sur le Tribunal des mineurs |
| PC | Prestations complémentaires |
| TBLF | Tribunal des baux à loyer et à ferme |

Table des matières

| | Pages |
|---|-------|
| I. Tribunal cantonal | 1 |
| Rapport du président..... | 1 |
| Nombre d'affaires introduites..... | 4 |
| Nombre d'affaires liquidées..... | 4 |
| Nombre d'affaires pendantes à la fin de l'année | 5 |
| Evolution des affaires introduites au Tribunal cantonal de 1986 à 2005..... | 6 |
| | |
| A. Cour constitutionnelle..... | 7 |
| B. Cour civile | 8 |
| C. Chambre administrative..... | 10 |
| D. Chambre des assurances | 12 |
| E. Tribunaux arbitraux en matière d'assurances | 14 |
| 1. Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie | 14 |
| 2. Tribunal arbitral en matière d'assurance-accidents | 14 |
| F. Cour des poursuites et faillites | 15 |
| G. Chambre d'accusation | 17 |
| H. Cour pénale..... | 19 |
| I. Cour criminelle..... | 21 |
| J. Cour de cassation..... | 22 |
| K. Commission des examens d'avocat..... | 23 |
| L. Commission des examens de notaire..... | 23 |
| M. Commissions de conciliation | 24 |

| | |
|---|----|
| II. Tribunal de première instance | 26 |
| Rapport du président..... | 26 |
| Nombre d'affaires introduites en 2005 et pendantes depuis plus d'une année..... | 30 |
| Juge pénal-e..... | 31 |
| Tribunal correctionnel..... | 32 |
| Juge civil-e..... | 33 |
| Conseil de Prud'hommes..... | 34 |
| Tribunal des baux à loyer et à ferme..... | 35 |
| Juge administratif-ve..... | 36 |
| | |
| III. Procureur général | 37 |
| Rapport du procureur général..... | 37 |
| | |
| IV. Office des juges d'instruction | 43 |
| Rapport des juges d'instruction | 43 |
| | |
| V. Tribunal des mineurs | 47 |
| Rapport du président..... | 47 |
| | |
| Table des abréviations..... | 68 |